



## **Dossier de demande de soutien financier au titre du Plan France Très Haut Débit**

# Sommaire

<b>1 Le porteur du projet .....</b>	<b>4</b>
1.1 Présentation du porteur de projet et des collectivités partenaires .....	4
1.2 Date de validation par le porteur du projet du contenu et du montage juridique et financier du projet .....	5
1.3 Gouvernance mise en place pour assurer la cohérence de l'initiative publique .....	5
1.4 Bilan des RIP existants .....	6
1.4.1 Les deux RIP du Département des Pyrénées-Atlantiques .....	6
1.4.2 Le RIP de l'Agglomération Pau-Pyrénées .....	8
<b>2 Présentation du SDTAN et de l'articulation public/privé .....</b>	<b>9</b>
2.1 Présentation du SDTAN .....	9
2.1.1 Etat des lieux des réseaux et des services .....	9
2.1.2 Objectifs de la politique d'aménagement numérique du territoire et phasage temporel .....	19
2.1.3 Rappel des résultats de l'AMII .....	20
2.1.4 Analyse des réponses des opérateurs dans le cadre de la consultation formelle .....	20
2.1.5 Avancement du processus de signature d'une convention .....	20
<b>3 Présentation du projet de RIP de la collectivité .....</b>	<b>21</b>
3.1 Présentation générale du projet .....	21
3.1.1 Description des territoires couverts par composante .....	21
3.1.2 Logique poursuivie dans la stratégie de déploiement des différents volets suivant les territoires et vis-à-vis des phases ultérieures de mise en œuvre du SDTAN .....	29
3.1.3 Articulation avec les réseaux d'initiative publique et privés existants, en distinguant FTH et FHO .....	29
3.1.4 Echéancier de mise en œuvre de chaque volet du projet et de déploiement du réseau (découpage en phases successives, dont la phase correspondant à la demande de subvention) .....	30
3.2 Description des offres d'accès pour les opérateurs commerciaux .....	30
3.2.1 Evaluation de l'appétence des opérateurs commerciaux .....	30
➤ Dans le cadre de la consultation formelle : .....	32
3.2.2 Modalités d'accès au réseau d'initiative publique par les opérateurs fournisseurs d'accès à Internet .....	32
3.3 Description du montage juridique, économique et financier .....	33
3.3.1 Descriptif du mode de gestion des déploiements FTH, FTHN, FTE et Collecte .....	33
3.3.2 Modalités d'exploitation pluri-départementale .....	34
3.3.3 Montage financier et cofinancements attendus des niveaux communal, départemental, régional, national et européen .....	34
3.4 Adéquation au cadre réglementaire .....	36
3.4.1 Rappel des règles en matière d'aides d'Etat accordées aux opérateurs en charge de l'établissement et de l'exploitation de réseaux de communications électroniques à Très Haut Débit .....	37
3.4.2 Les mesures prises par le Département des Pyrénées-Atlantiques pour respecter la réglementation relative aux aides d'Etat .....	39

3.4.3	Conformité du dossier aux réponses de la Commission Européenne au sujet de la notification du régime cadre du PNTHD.....	40
3.4.4	Conformité avec la réglementation des communications électroniques.....	41
<b>4</b>	<b>Annexes.....</b>	<b>43</b>
4.1	Carte de l'AMII et de la CAPP .....	43
4.2	Carte de couverture FHO .....	44
4.3	Cartes des déploiements en phase 1 (2018-2022) .....	45
4.4	Niveaux de services des Boucles Locales à 2016 (à gauche = DSL seul ; à droite = toutes technologiesfilaires).....	46
4.5	Cartographie des niveaux de services prévus à 2022 .....	47

# 1 Le porteur du projet

## 1.1 Présentation du porteur de projet et des collectivités partenaires

En matière d'infrastructures télécoms, le département des Pyrénées Atlantiques a été un des territoires avant-gardistes dans la mise en place de réseaux publics de télécoms haut débit et très haut débit :

- **2003** : Le Département crée son Service Public d'infrastructures de télécommunications et lance sa procédure de DSP concessive.
- **2003** : La Communauté d'Agglomération de Pau met en place son propre réseau FttH, Pau Broadband Country (PBC, 1<sup>er</sup> RIP français de FttH).
- **2004** : Le Département signe le contrat de DSP avec LD Collectivités (devenue SFR Collectivités) et obtient sa notification en SIEG : IRIS64 est le premier projet français certifié Service d'Intérêt Economique Général (SIEG).
- **Fin 2007** : Le Département signe une nouvelle DSP concessive avec Altitude Infrastructures pour déployer un réseau Wimax, NET64, pour couvrir les zones blanches.

Les besoins croissants d'accès à internet des ménages et entreprises montrent la nécessaire évolution des réseaux. Face au nouvel enjeu du Très Haut Débit, le Département des Pyrénées-Atlantiques a souhaité se doter des moyens d'une vision à moyen et long terme pour irriguer son territoire en réseaux de télécommunications électroniques fixes et mobiles à haut et très haut débit. Pour cela, conformément à la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009, le Département a adopté, dès novembre 2013, un Schéma Directeur pour l'Aménagement Numérique des Pyrénées Atlantiques. Ce schéma définit les contours d'un projet en faveur du développement du très haut débit. Il pose le principe de l'implication de tous les acteurs du territoire, propose la définition d'un objectif commun par un choix partagé entre toutes les entités publiques.

Cependant, ce document stratégique généraliste a dû être affiné. Dans un contexte de refonte des intercommunalités et de contraintes budgétaires fortes, le nouvel exécutif Départemental a souhaité actualiser ce SDTAN afin de proposer un plan ambitieux pour les territoires situés en dehors des zones pour lesquelles des initiatives existent déjà et avancer vers la phase opérationnelle de « réalisation ». Le Département a une forte volonté de poursuivre cette stratégie d'aménagement numérique vers le Très Haut Débit.

Si le Département porte actuellement le projet de développement du Très Haut Débit, pour sa mise en œuvre opérationnelle, il souhaite faire appel à une structure de portage de type SMO afin d'associer les partenaires que sont les EPCI et éventuellement le Syndicat d'Energie ou encore la Région Aquitaine. Des discussions avec les partenaires sont en cours pour la prise de compétence L1425-1 et les différentes modalités de mise œuvre de ce SMO.

Un nouveau schéma intercommunal est en cours de mise en place avec un fort impact sur l'organisation du territoire puisqu'il prévoit le passage de 30 à 10 intercommunalités. Cependant, l'approbation du nouveau SDCI étant en cours, ce projet ne tient actuellement pas compte des nouvelles délimitations administratives de ces 10 intercommunalités,

## **1.2 Date de validation par le porteur du projet du contenu et du montage juridique et financier du projet**

Le scénario technique pour le déploiement d'un réseau THD sur les Pyrénées-Atlantiques a été validé par l'Assemblée Départementale le 14 avril 2016. Celle-ci a notamment validé le scénario de couverture du FttH de 90% à horizon 5 ans et autorise la remise d'un dossier de demande de soutien financier au titre du Plan France Très Haut Débit.

Sur le plan technique il prévoit :

- Une première phase de déploiement FttH sur 27 des 28 EPCI de la zone d'initiative publique, représentant 39,5% des locaux du département ; permettant d'atteindre un taux de couverture du département de 90% à horizon 5 ans en combinant avec les déploiements privés et les déploiements publics réalisés sous la Maitrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération Paloise sur une partie de son territoire,
- L'intégration d'une partie de la complétude du réseau FttH de la CA Pau-Pyrénées
- La collecte optique de 10 NRA non opticalisés desservant de l'ordre de 2 300 lignes et permettant tout autant la montée en débit sur 2 850 prises que la collecte des futurs NRO,
- L'installation de 23 PRM sur des sous-répartiteurs représentant 4 300 lignes téléphoniques, permettant la montée en débit de 5 053 prises,
- La montée en débit radio, via la collecte des stations radios du réseau Wimax existant par un réseau LTE 4G fixe, et la limitation d'un bond hertzien maximum séparant les locaux desservis par Wimax du réseau de collecte,
- Le raccordement de sites prioritaires non encore desservis par le RIP1 (IRIS64),
- Une aide aux raccordements à des technologies d'inclusion numérique (satellite, BLR, etc.) pour les logements et entreprises qui ne bénéficieraient pas d'un Haut Débit filaire de qualité, soit près de 6 600 locaux qui ne pourront pas bénéficier d'un débit filaire minimal de 3 Mbit/s après mise en œuvre des solutions de Montée en Débit ou FttH.

Sur le plan juridique, le montage du projet n'est pas encore arrêté. Plusieurs scénarii sont à l'étude :

- Un montage global : la concession
- Deux montages complexes : un contrat de construction et un contrat d'exploitation
  - Marché de conception-réalisation suivi d'un affermage
  - Marché de conception-réalisation suivi d'une exploitation par la SPL régionale Aquitaine.

Des études complémentaires, notamment sur les plans d'affaires, sont en cours. Elles tiennent compte de l'existant et plus particulièrement du RIP IRIS64. Le choix définitif du montage juridique le plus approprié à la situation sera effectué fin 2016.

## **1.3 Gouvernance mise en place pour assurer la cohérence de l'initiative publique**

Le SDTAN ainsi que sa future version actualisée s'inscrivent dans la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) de la région Aquitaine, établie par le

Conseil régional en concertation avec les Départements, les Agglomérations et adoptée en juin 2010 dont les enjeux étaient et restent :

- **Axe 1** : Permettre l'arrivée du très haut débit sur des territoires ciblés : le très haut débit est le préalable nécessaire à une région numérique performante, cohérente avec des filières numériques structurées. D'autre part, le déploiement du très haut débit doit accompagner les efforts que la région devra entreprendre sur les économies d'énergie et le développement durable. Il est donc primordial de donner aux territoires aquitains les moyens pour migrer à court et moyen termes les infrastructures existantes en cuivre vers le très haut débit.
- **Axe 2** : D'assurer une transparence et une cohérence des actions publiques : nécessaires et indispensables pour garantir un accès compétitif à très haut débit sur les territoires. Le financement public doit utiliser l'effet de levier du secteur privé.

En phase de mise en œuvre opérationnelle, les partenaires seront pleinement associés à l'action du Département et de la structure de portage dans le cadre d'instances de suivi régulières.

## 1.4 Bilan des RIP existants

### 1.4.1 Les deux RIP du Département des Pyrénées-Atlantiques

Le Département, dès mai 2003, crée son Service Public d'infrastructures de télécommunications. Il décide, par délibération du 26 juin 2003, d'établir une infrastructure de télécommunication haut-débit départementale et lance sa procédure de délégation de service public de type concessif sur un réseau actif. En octobre 2004, le Département des Pyrénées-Atlantiques signe le contrat de DSP concessive avec SFR Collectivités pour une durée de 20 ans (fin 2024).

IRIS 64 est un réseau de transport et de collecte:

- 1 154 km de fibre optique déployées,
- 196 répartiteurs regroupés, 98% des lignes du territoire regroupées
- 25 liens faisceaux hertziens en service,
- 20 giga de capacité réseau,
- 5 salles d'interconnexion pour les opérateurs (Ustaritz, Pau, Salies de Béarn, Oloron Sainte Marie et Serres-Castet),
- 92 % du territoire couvert, soit 504 communes couvertes,
- Une offre de transport de services haut débit voix-données-images à destination des résidentiels et des professionnels : 380 000 foyers et entreprises éligibles aux services haut débit :
  - ✓ 330 000 lignes résidentielles
  - ✓ 50 000 lignes professionnelles
- Des sites raccordés en FttO au réseau IRIS 64 :
  - ✓ 48 collèges et 16 lycées publics
  - ✓ 5 sites universitaires
  - ✓ 7 écoles de 3ème cycle
  - ✓ 7 hôpitaux publics
  - ✓ 73 ZAC et ZI raccordées au réseau longue distance

- ✓ 12 ZAC équipées en très haut débit, fibre jusqu'à la limite privative de toutes les entreprises présentes dans la ZAC,
- ✓ plus de 275 sites clients entreprises raccordés.

## Réseaux d'initiative publique et opticalisation des NRA

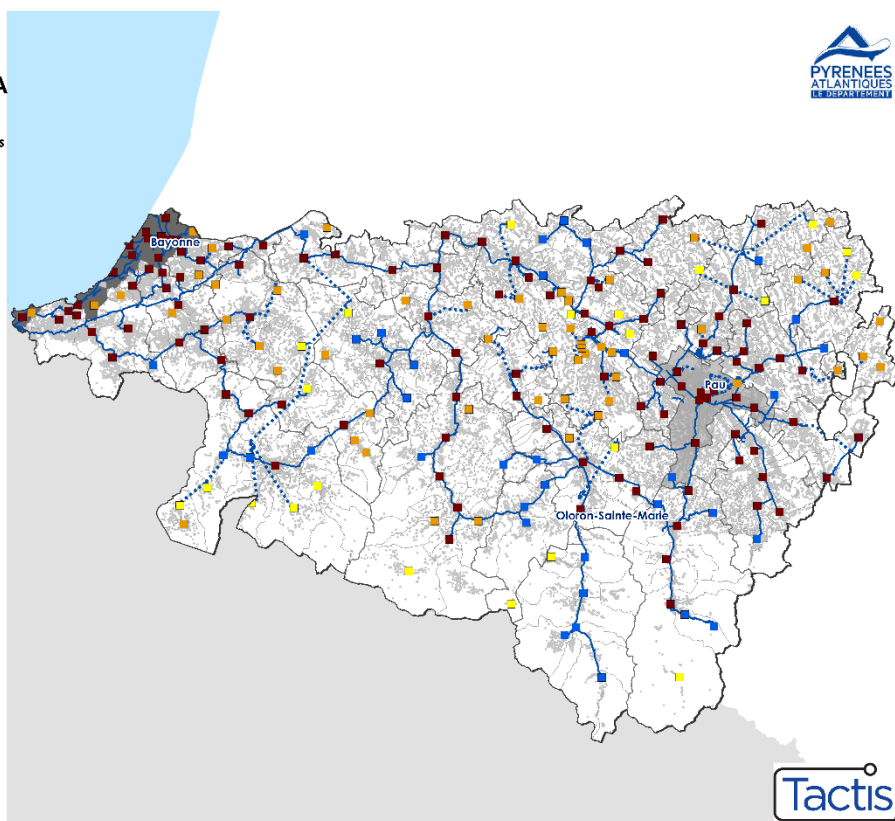
Département des Pyrénées-Atlantiques



- NRA opticalisé par Orange et IRIS64
- NRA opticalisé par Orange
- NRA opticalisé par IRIS64
- NRA non opticalisé
- ✕ Locaux
- IRIS64
- CA de Pau – Réseau FIHH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités
- Support :
- Liaison optique
- Liaison hertzienne ou LFO

Sources : CD64, Collectivités locales, Datar, IGN, D.G.F.I.R., Orange, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30 km



Par la suite, le Département des Pyrénées Atlantiques a souhaité étendre sa couverture haut débit aux 5% de lignes non encore couvertes. C'est le rôle qui a été attribué à NET64, nouvelle DSP concessive pour une durée de 18 ans signée fin 2007 avec Altitude Infrastructures, pour couvrir les zones blanches du territoire en haut débit par la technologie WIMAX. Face aux réticences de certaines populations quant à l'implantation de pylônes et de stations WIMAX, la DSP n'a pas eu le succès escompté et a connu des difficultés financières. Le Département a donc choisi de mettre fin à la délégation au 1er janvier 2014, de reprendre le réseau Wimax en régie et de confier l'exploitation et la commercialisation par le biais d'un contrat de services à la société Nomotech.

Net 64 c'est, à ce jour :

- 86 sites dont 5 sites déployés en WIFIMAX,
- 275 communes desservies,
- 660 clients.

La carte ci-après illustre le réseau Net64.



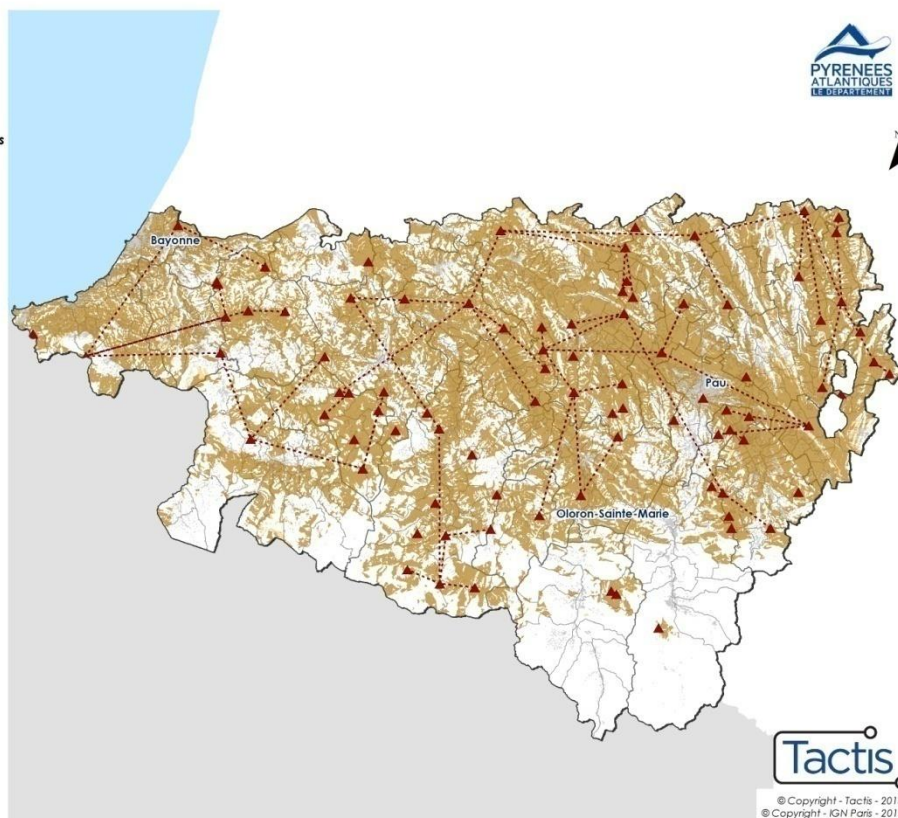
## Infrastructures et couverture du réseau Net 64

Département des Pyrénées-Atlantiques

- ✕ Prises
- ▲ Émetteurs Wimax
- ..... Bonds hertziens
- Couverture Wimax 512 Ko
- Couverture Wimax 2 Mo
- Limites des intercommunalités
- Limites des communes

Sources : CD64, Opérateurs, DGFiP, Datar, IGN, Tactis, Cartographie Tactis

0 15 30 km



### 1.4.2 Le RIP de l'Agglomération Pau-Pyrénées

Le réseau FttH Pau Broadband Country (PBC) est géré par la Société Paloise pour le Très Haut Débit (SPTH), filiale d'Axiom Infrastructures. Cette dernière s'est vu confier en 2003 l'exécution d'un contrat de type DSP en Affermage (Délégation de Service Public) portant sur la couverture en fibre à l'abonné de la Communauté d'Agglomérations Pau-Pyrénées (CAPP). Ce contrat s'achève en 2018.

A date, il permet la desserte de l'ordre de 58 000 locaux répartis sur 14 communes (soit au total environ 63% des locaux de la CAPP).

La SPTH commercialise ce réseau auprès des fournisseurs d'accès à Internet, dont Orange et SFR. Ces derniers peuvent ensuite offrir des services Fttx aux particuliers et aux entreprises dans la Communauté d'Agglomération. Ce réseau compte 18 000 clients particuliers.

La grande majorité des zones d'activités économiques de la CAPP ont ainsi été couvertes, ainsi que 300 entreprises.



## Réseaux d'initiative publique

Département des Pyrénées-Atlantiques

CA Pau-Pyrénées

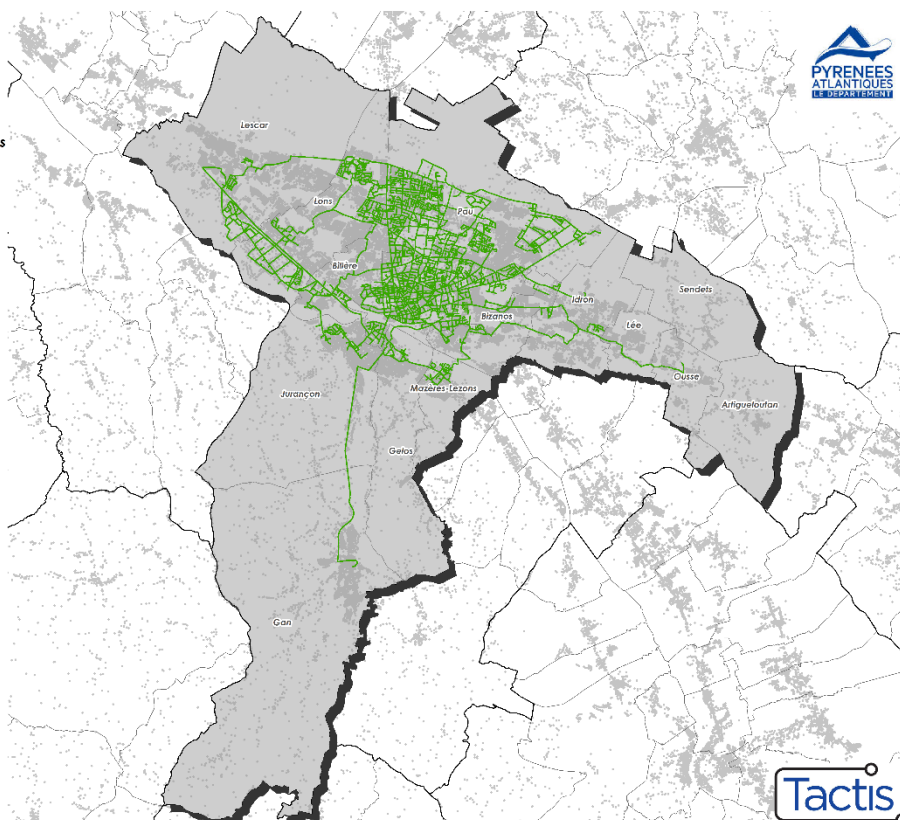


- ✕ Locaux
- Pau Broadband Country
- CA de Pau
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités



Sources : CD64, Collectivités locales, Datar,  
IGN, DGRIP, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 2 4 km



## 2 Présentation du SDTAN et de l'articulation public/privé

### 2.1 Présentation du SDTAN

#### 2.1.1 Etat des lieux des réseaux et des services

##### 2.1.1.1 Réseaux existants

##### Collecte optique d'Orange

231 Centraux Téléphoniques Orange (NRA) desservent les 407 876 lignes du département. Sur ces 231 NRA, 5 sont situés en dehors du département.

L'opérateur historique Orange a déployé une infrastructure de collecte optique interconnectant 172 des 226 Centraux Téléphoniques des Pyrénées-Atlantiques.

Ce réseau est accessible aux opérateurs tiers au travers de l'offre Lien Fibre optique (LFO) d'Orange. Les tarifs de LFO sont déclinés en cinq catégories, et sont décroissants selon le nombre de lignes du NRA. L'offre peut être souscrite en mono-fibre, avec ou sans bouclage.

## Réseau de collecte d'Orange

Département des Pyrénées-Atlantiques



- Locaux
- NRA opticalisé par Orange et IRIS64
- NRA opticalisé par Orange
- Réseau de collecte optique
- CA de Pau – Réseau FTH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datat, Orange, DGRF,

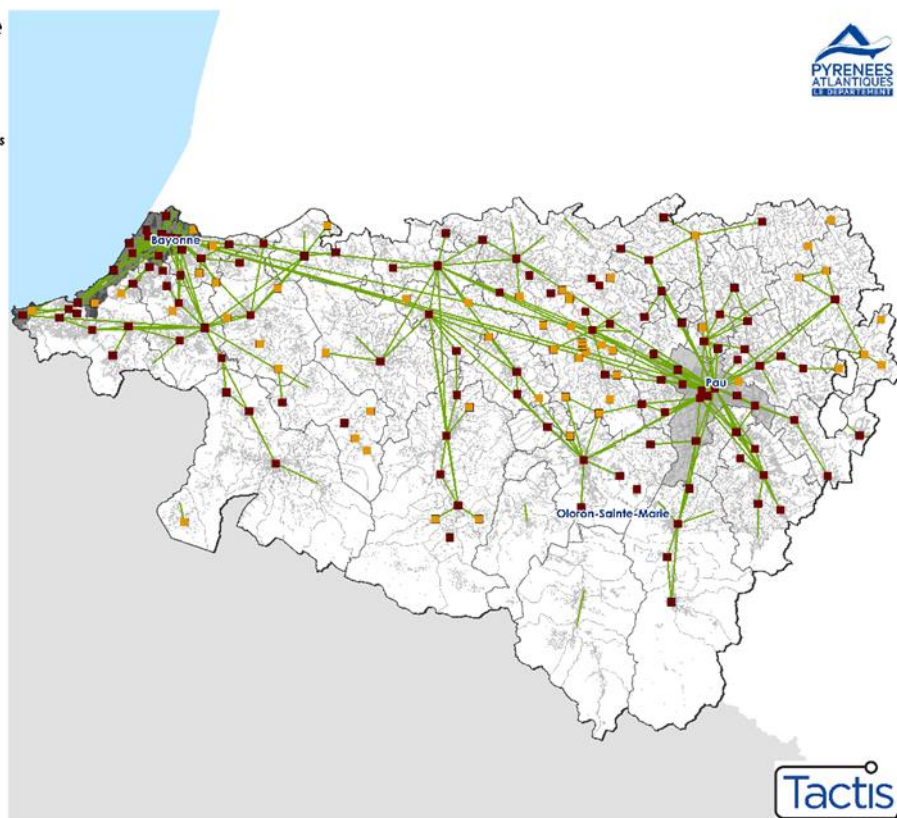
IGN, Tactis

Cartographie Tactis

© Copyright - Tactis - 2016

© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30 km



### Collecte optique du réseau d'initiative publique IRIS64 :

IRIS64 est un réseau public de collecte et de transport en fibre optique de 1 154 km de longueur permettant de desservir 98% des lignes. Il couvre également 360 km en bond hertzien sur le territoire. IRIS64 a permis, sur l'ensemble du territoire :

- o D'opticaliser 178 NRA et de dégrupper 196 NRA,
- o De rendre 380 000 locaux éligibles au haut Débit sur l'ensemble du Département, dont 50 000 professionnels.
- o De raccorder 73 ZAC, dont 12 en Très Haut Débit jusqu'à la parcelle et également 83 sites publics (collèges, lycées, universités, écoles de 3<sup>ème</sup> cycle, hôpitaux)
- o Dispose d'environ 70 000 abonnés à mai 2016 sur l'ensemble du Département

#### Réseaux d'initiative publique et opticalisation des NRA

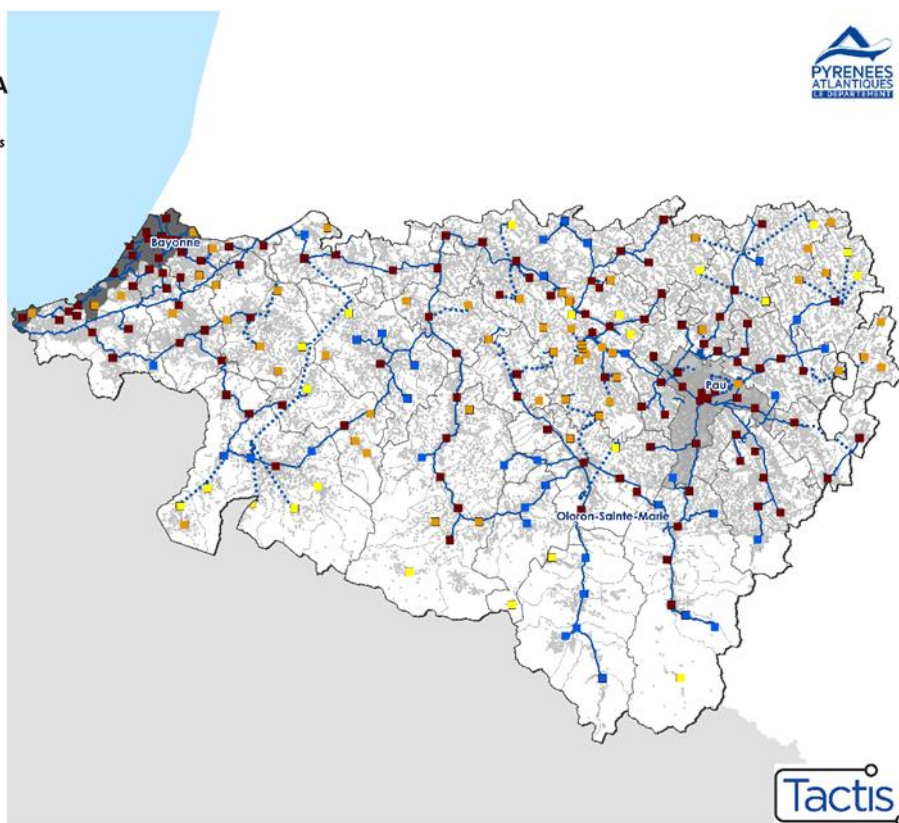
Département des Pyrénées-Atlantiques



- NRA opticalisé par Orange et IRIS64
- NRA opticalisé par Orange
- NRA opticalisé par IRIS64
- NRA non opticalisé
- ✕ Locaux
- IRIS64
- CA de Pau – Réseau FTTH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités
- Support :
  - Liaison optique
  - ..... Liaison hertzienne ou LFO

Sources : CD64, Collectivités locales, Datar, IGN, DGR, Orange, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30 km



### Réseau d'initiative publique Wimax de NET64 :

La couverture radio assurée par la mise en place de 86 points hauts vient compléter l'offre DSL. Le réseau Wimax couvre plus de 220 000 locaux sur le département dont plus de 23 000 locaux ne pouvant pas bénéficier d'accès ADSL de plus de 3 Mbit/s, et près de 1 900 inéligibles à tout offre DSL. Dans la zone d'initiative publique, c'est un peu plus de 100 000 locaux qui sont éligibles aux offres de NET64. Fin 2015, le réseau départemental comptait 616 abonnés Wimax.

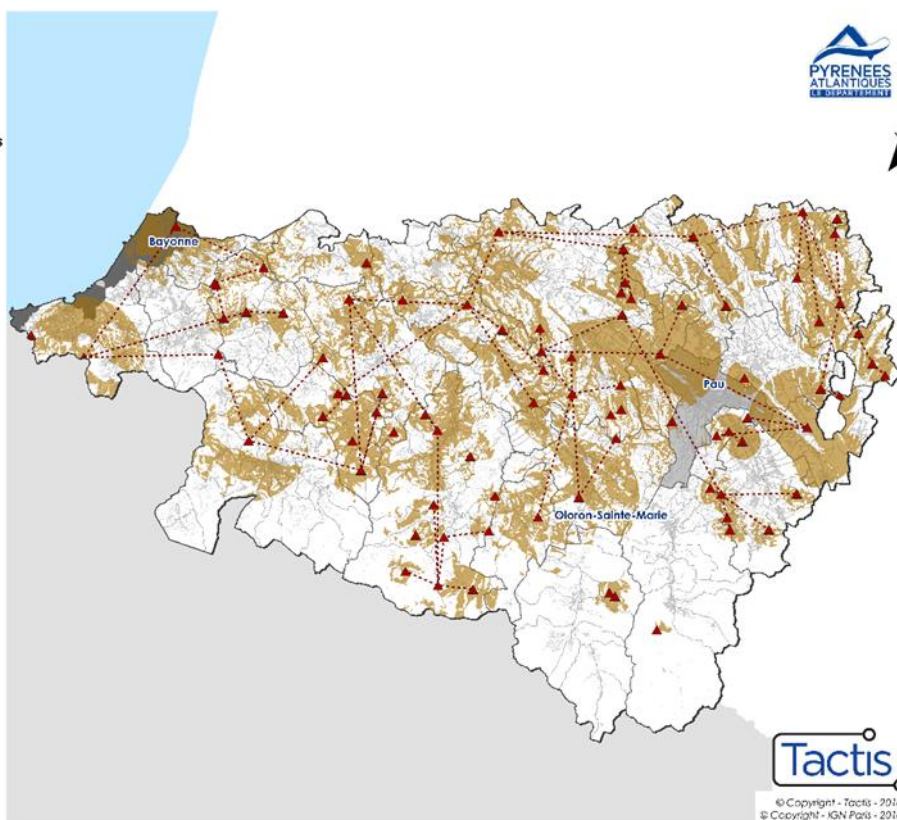
#### Infrastructures et couverture du réseau Net 64

Département des Pyrénées-Atlantiques

- Prises
- Émetteurs Wimax
- Bonds hertziens
- Couverture Wimax
- CA de Pau – Réseau FTTH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, IGN, DGPR, Datar  
NET64, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km





### Le réseau Pau Broadband Country :

Il permet la desserte de 57 636 locaux sur 14 communes (63% des locaux de la CAPP). La SPTHD commercialise ce réseau auprès des fournisseurs d'accès à Internet. Ces derniers peuvent ensuite offrir des services Fttx aux particuliers et aux entreprises dans la Communauté d'Agglomération (la grande majorité des zones d'activités économiques de la CAPP ont ainsi été couvertes, ainsi que 300 entreprises).

#### Réseaux d'initiative publique

Département des Pyrénées-Atlantiques

CA Pau-Pyrénées

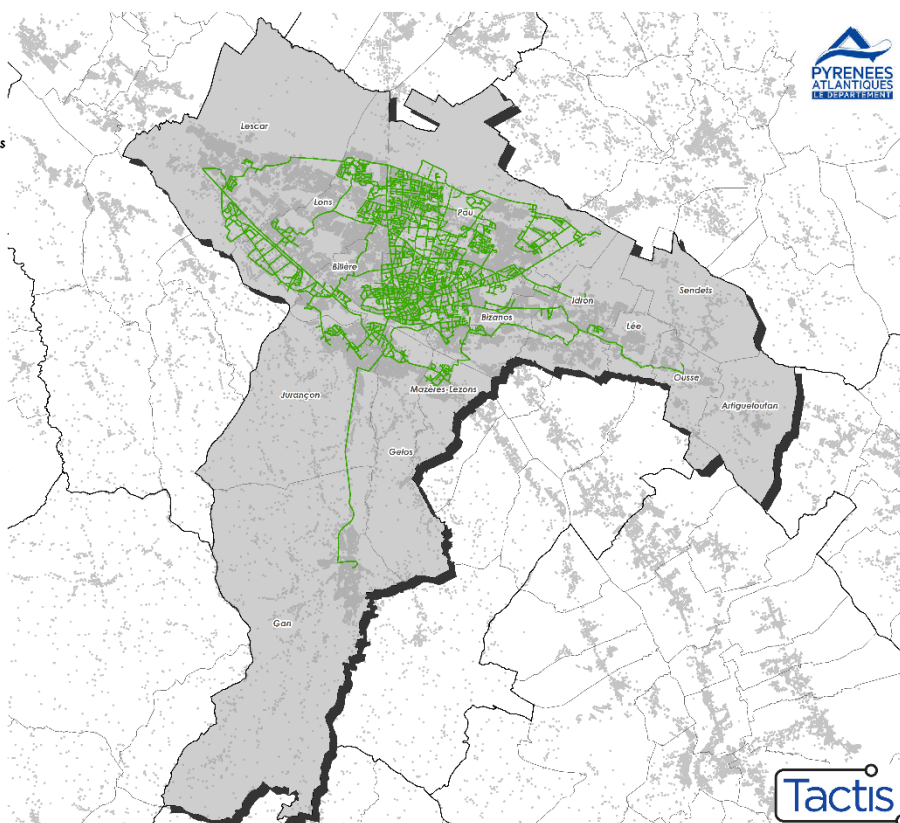


- ✕ Locaux
- Pau Broadband Country
- CA de Pau
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités



Sources : CD64, Collectivités locales, Datar,  
IGN, DGRIP, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 2 4  
km



### L'initiative de la CC Lacq

Dès 2009, la CC Lacq s'est dotée d'un schéma local d'aménagement numérique afin d'améliorer la couverture de son territoire en offres Internet de qualité. Cette même année, elle a déployé 3 NRA-ZO couvrant 424 lignes, et entre 2012 et 2014, elle a déployé 15 PRM permettant une montée en débit pour 3 200 lignes supplémentaires.

## Collecte optique des opérateurs alternatifs :

Les opérateurs alternatifs à Orange ont déployé des réseaux optiques depuis la dérégulation du secteur des communications électroniques (à partir de 1996). Il s'agit principalement de réseaux longue distance nationaux dont la vocation est de transporter le trafic sur les points de présence des opérateurs, en s'affranchissant en partie des offres de gros de l'opérateur historique. Dans le cas des Pyrénées-Atlantiques, ces réseaux sont principalement situés entre les deux centres urbains du Département : Pau et la Côte Basque (incluant Bayonne et Biarritz), et le long de cette dernière.

### Réseaux optiques des opérateurs alternatifs

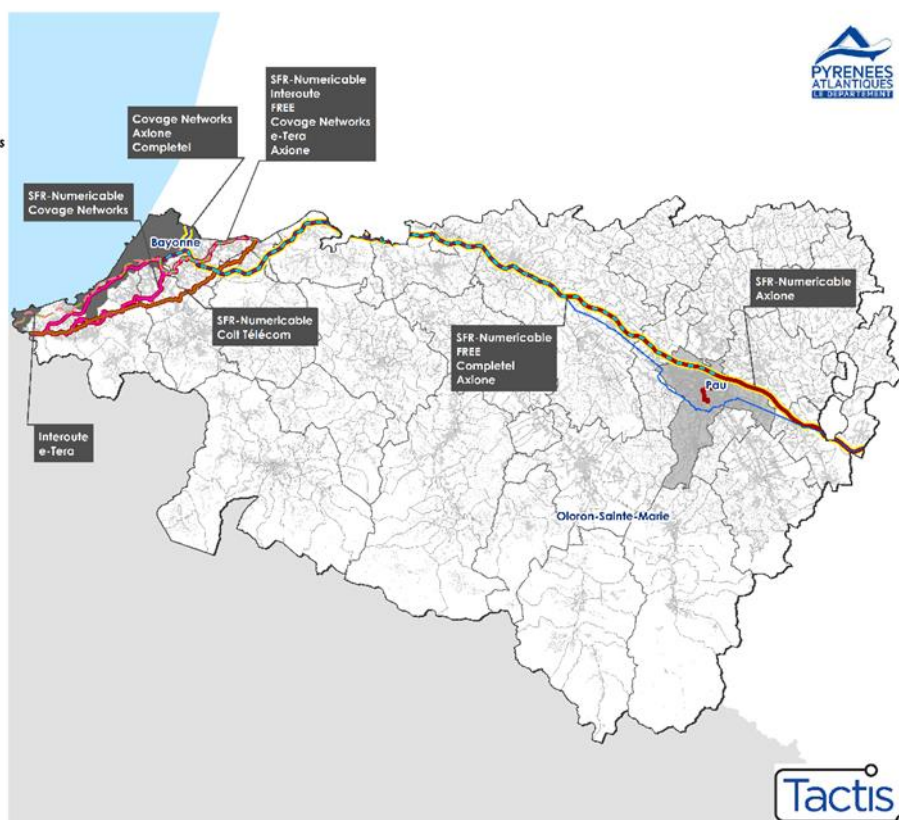
Département des Pyrénées-Atlantiques



- « Locaux
- Réseaux opérateurs :
- Axione
  - Calt Télécom
  - Completel
  - Covage Networks
  - e-Tera
  - Free
  - Interoute
  - SFR-Numericable
  - CA de Pau – Réseau FTTH PBC
  - Zones d'investissements privés
  - Limites des communes
  - Limites des intercommunalités

Sources : CDéA, IGN, DGFIP,  
Opérateurs, Oator, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km

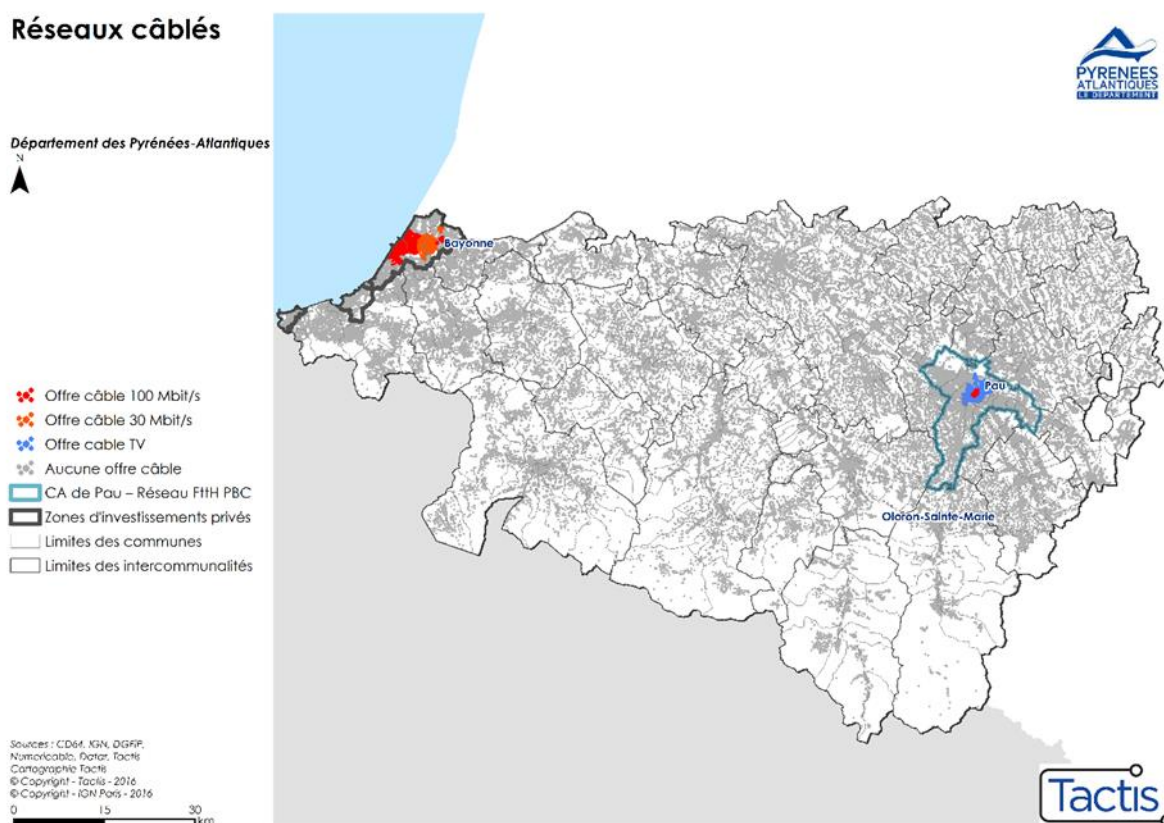


## **Autres Infrastructures :**

### ➤ Le réseau Numéricâble :

Il existe également deux réseaux câblés offrant des services Internet, présents dans l'Agglomération de la Côte Basque-Adour et dans la CAPP, dont Numéricâble est l'opérateur. Le premier dessert 67 000 locaux sur les villes de Biarritz, Anglet et Bayonne. Le second dessert 47 000 locaux sur la ville de Pau. Sur Pau, seulement 8 000 de ces locaux sont éligibles à des offres d'accès Internet, le reste étant éligibles aux offres TV. Au total, seules 4 communes sont concernées par des offres Internet câblés : Anglet, Biarritz, Bayonne et Pau, et elles sont toutes situées en dehors de la zone d'initiative publique actuelle.

### **Réseaux câblés**



### ➤ Infrastructures du réseau de distribution électrique :

En plus des RIP, du réseau d'Orange et de ceux des opérateurs alternatifs, il existe d'autres infrastructures mobilisables pour le déploiement de la fibre optique, notamment le réseau de transport d'électricité (RTE), dont une partie a déjà été fibrée (notamment dans la CAPP), ainsi que le réseau ferré et le réseau autoroutier.

Le réseau géré par ErDF, incluant les lignes basse tension (BT) et moyenne tension (HTA) dispose de 12 400 km d'artères aériennes sur le territoire. Ces infrastructures pourront être mobilisables afin de répondre aux objectifs de mutualisation des réseaux. Cependant, le réseau souterrain, principalement composé de câbles enterrés en pleine terre, n'est pas réutilisable.



## Réseau ERDF

Département des Pyrénées-Atlantiques



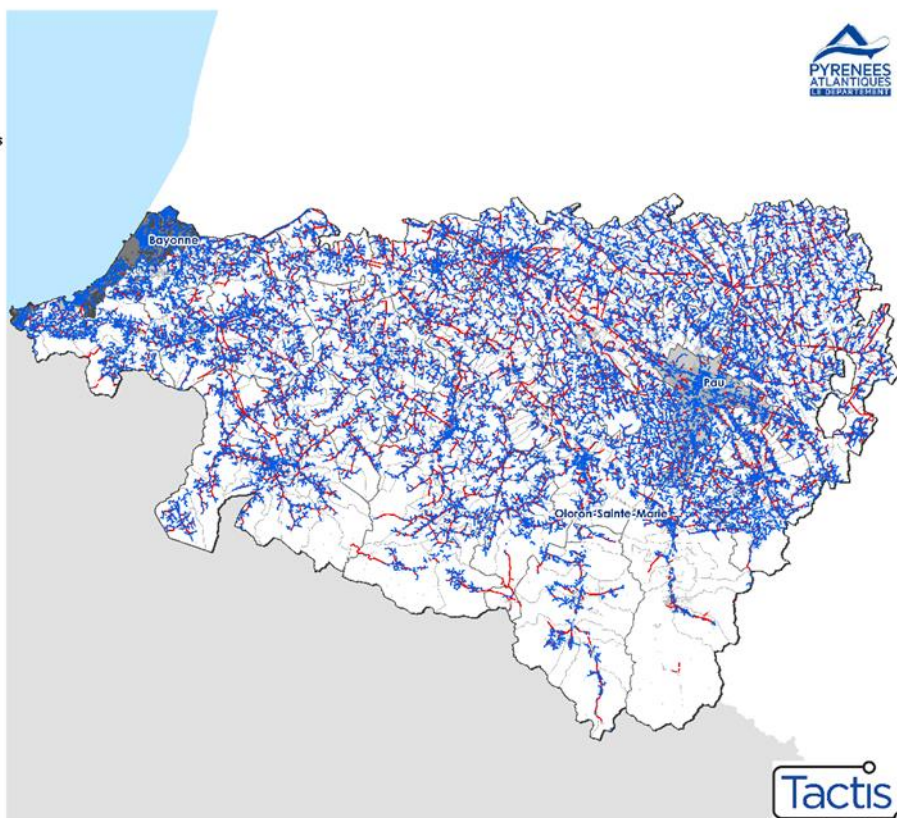
Locaux

Infrastructure par mode de pose :

- Aérien BT (7875 Km )
- Aérien HTA (4526 Km )
- CA de Pau – Réseau FttH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CIDE4, Datar, Orange, DGHM, IGN, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km



### ➤ Autres infrastructures mobilisables :

En outre, plusieurs gestionnaires d'infrastructures disposent de capacité optique sur le territoire. On recense notamment :

- **Artéria** (filiale de RTE) sur les axes Bayonne/Oloron Sainte-Marie et Oloron Sainte-Marie/Orthez/Montaner.
- **Le réseau Autoroutier** (A63, A64 et A65)
- **Le réseau Ferré de France** sur les axes Bayonne/Saint-Jean Pied-de-Port et Pau/Lourdes.

D'autre part, l'adoption le 28 avril 2016 par le Gouvernement de l'ordonnance de la transposition de la directive européenne du 15 mai 2014 dite directive "Génie Civil", va ouvrir un nouveau droit pour les opérateurs à accéder aux infrastructures de génie civil existantes - télécoms- transports, énergie, eau-. Cela permettra de mobiliser de nouvelles infrastructures non à ce jour recensées.

## Infrastructures mobilisables

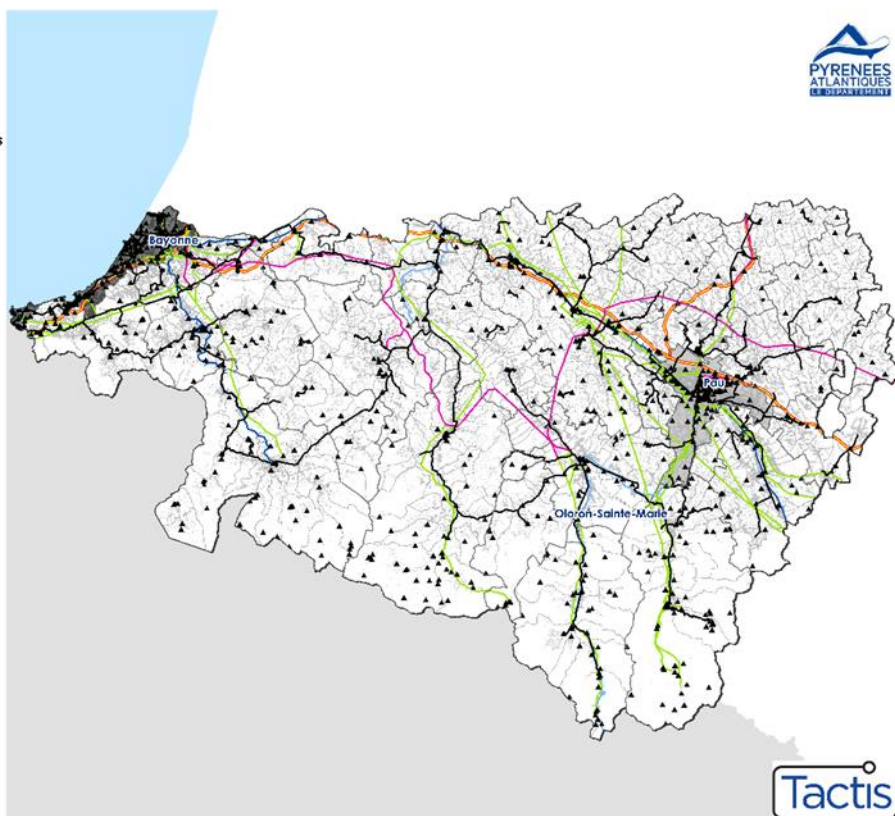
Département des Pyrénées-Atlantiques



- ▲ Points hauts recensés à l'ANFR
- ✕ Locaux
- Réseau d'initiative public IRIS64 (hors FH et LFO)
- Réseau de Transport d'Electricité Réseau ROSE\*
- Réseau de Transport d'Electricité Lignes équipées en fibre
- Réseau de Transport d'Electricité Lignes non équipées en fibre
- SNCF Réseau Lignes équipées en fibre
- SNCF Réseau Lignes non équipées en fibre
- Réseau autoroutier équipé en fibre optique
- CA de Pau – Réseau FIHH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datar, KAN, DGFIR, ANFR, Gestionnaires d'infrastructures, Tactis, Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30 km



Tactis

### 2.1.1.2 Niveau de services à fin 2015 sur les boucles locales (filaire et radio)

Les technologies VDSL2, câble et fibre optique dans les Pyrénées-Atlantiques permettent, à fin 2015, la desserte de service d'accès internet Très Haut Débit (30 Mbit/s et plus) à 45% des logements, principalement dans la zone d'initiative privée et la Communauté d'Agglomération de Pau-Pyrénées. Au total c'est plus de 89% des locaux qui sont éligibles à une offre Internet de débit supérieur à 3 Mbit/s. Cette proportion diminue lorsque l'on se concentre sur la zone d'intervention publique, où elle passe à 81%, et seulement 23% en Très Haut Débit, et sans éligibilité aux offres supérieures à 100 Mbit/s.

La mise en place d'une boucle locale radio Wimax via le réseau NET64 permet de combler en partie les zones blanches du département. Cependant, il reste encore certaines zones complètement inéligibles à toute offre Internet fixe. Les contraintes géographiques fortes du département, à travers la présence de chaînes montagneuses, ne permet pas toujours une couverture radio adéquate ce qui, couplé à l'isolation de certains locaux, rendent certaines zones particulièrement difficiles et coûteuses à desservir.

Niveau de service	Éligibilité actuelle aux offres Internet fixe							
	Département	%	Zone AMIL	%	CAPP	%	Hors Zone AMIL/CAPP	%
100 Mbit/s et plus	103 085	25%	45 058	37%	58 027	63%	-	0%
30 à 100 Mbit/s	79 850	20%	32 675	27%	4 301	5%	42 874	22%
8 à 30 Mbit/s	138 032	34%	30 364	25%	18 523	20%	89 145	46%
3 à 8 Mbit/s	38 967	10%	8 084	7%	6 281	7%	24 602	13%
Moins de 3 Mbit/s DSL ou inéligible ADSL- radio jusqu'à 3/4 Mbit/s	21 614	5%	1 156	2%	2 959	3%	17 499	9%
Moins de 3 Mbit/s	24 946	6%	2 881	1%	2 042	2%	20 023	10%
Inéligible	1 382	0,3%	-	0%	71	0,1%	1 311	0,7%
<b>Total</b>	<b>407 876</b>	<b>100%</b>	<b>120 218</b>	<b>100%</b>	<b>92 204</b>	<b>100%</b>	<b>195 454</b>	<b>100%</b>

De l'ordre de 11,3% des locaux du département :

- disposent d'un ADSL inférieur à 3 Mbit/s ou sont inéligibles à l'ADSL ;
- disposent d'une connexion fixe par radio jusqu'à 3/4 Mbit/s ;
- sont inéligibles à toute offre d'Internet fixe

Ces derniers locaux, sont susceptibles de recourir à une solution de desserte internet par satellite : ils bénéficient, sous conditions<sup>1</sup>, d'une subvention dans le cadre d'un programme d'inclusion numérique s'ils ne sont pas situés dans les zones arrières des projets de réseau FttH ou de Montée en Débit.

**(cf annexe 4.4)**

#### **Services professionnels :**

A fin 2015, 81% des entreprises de 10 salariés et plus disposent d'accès à des offres FttO distribuées sur l'architecture de l'opérateur historique. Cette proportion se réduit à 59,7% sur la zone d'initiative publique (hors CAPP et zone AMII). En tout, ce sont 70 communes qui sont éligibles aux offres FttO sur le département.

IRIS64 a également raccordé au réseau longue distance 73 ZAC et ZI, dont 12 en Très Haut Débit avec fibre jusqu'à la limite privative des entreprises.

Le PBC propose également sur la zone de couverture de son réseau une offre FttO. Environ 300 entreprises y auraient recouru.

**(cf annexe 4.2)**

---

<sup>1</sup>- Ne pas être situé dans la zone de déploiement FttHprivé ;  
- Ne pas être situé dans la zone de déploiement FttH public de phase 1 ;  
- Ne pas pouvoir bénéficier d'un débit DSL supérieur à 3 Mbit/s malgré l'opticalisation du NRA de rattachement.

## **2.1.2 Objectifs de la politique d'aménagement numérique du territoire et phasage temporel**

L'objectif de la politique d'aménagement numérique du territoire est la desserte en fibre optique de 100% des prises du territoire (particuliers, entreprises, services publics) à horizon 2027, incluant **les zones conventionnées et la CAPP**. Cela se traduira par la pose d'un linéaire de l'ordre de 14 375 km de câbles optiques. Le coût brut d'investissement est estimé à 402 M€ (coût de la desserte hors raccordement usager).

Ce déploiement est envisagé sur 10 ans, en 2 phases de 5 ans :

### **➤ Phase 1 du déploiement FttH : 2018-2022 :**

Cette première phase de 5 ans permet de réaliser 90% des prises FttH du territoire (incluant les déploiements privés et la CAPP) pour un investissement de 252,5M€ soit 63% du coût total brut d'investissement du déploiement du réseau de desserte 100% FttH (402M€). Ce coût comprend à la fois le réseau de transport nécessaire pour raccorder les PM et le coût du réseau de distribution FTTH (mais n'inclut pas le raccordement du point de branchement optique (PBO) à la prise finale chez l'utilisateur.)

La pénétration commerciale estimée du FttH à 10 ans est de 64%. Le raccordement à l'abonné final de 64% des prises de cette première phase s'élève à 45M€ (avant participation des opérateurs privés).

Cette première phase permet une desserte FttH de 161 511 locaux résidentiels et professionnels sur 27 des 28 EPCI, représentant :

- 43 zones NRO,
- 321 zones SRO,
- ~9 165 km de câbles optiques à déployer.

Le cas de l'EPCI non-concernée (Vic-Montaner) est actuellement en cours d'études afin de proposer des solutions alternatives au réseau FttH et à la montée en débit. La situation géographique de cette EPCI rend particulièrement coûteuse la mise en place d'un accès Très Haut Débit pour ses locaux.

### **➤ Phase 2 du déploiement FttH : 2023-2028**

Cette deuxième phase de 5 ans permet de réaliser les derniers 10% de prises FttH du territoire pour un investissement estimé de 150 M€ soit 37% du coût total brut d'investissement du déploiement du réseau de desserte FttH. Ce coût comprend à la fois le réseau de transport nécessaire pour raccorder les PM et le coût du réseau de distribution FTTH (mais ne comprend pas le raccordement du point de branchement optique (PBO) à la prise finale chez l'utilisateur).

Cette deuxième phase permet une desserte FttH de 42 525 locaux résidentiels et professionnels sur 27 EPCI, représentant :

- 25 zones NRO,
- 103 zones SRO.
- ~5 210 km de câbles optiques à déployer

### 2.1.3 Rappel des résultats de l'AMII

Dans le cadre de l'Appel à Manifestations d'Intention d'Investissement (AMII) engagé par l'Etat jusqu'au 31 janvier 2011, l'opérateur Orange s'est positionné en tant qu'opérateur primo-investisseur sur sept communes des Pyrénées-Atlantiques. **(cf. carte annexe 4.1).**

Ces déploiements concerneront les 5 communes de l'Agglomération Côte Basque-Adour (Biarritz, Anglet, Bayonne, Bidart et Boucau) ainsi que les communes d'Hendaye et de Saint-Jean-De-Luz regroupant au total 120 000 locaux, soit 29% des prises du département.

*Zones conventionnées pour les déploiements privés FttH dans les Pyrénées-Atlantiques  
(Source Département/Orange)*

Code INSEE	Nom Commune	Début des études	Fin des travaux	EPCI	Nombre de locaux
64122	Biarritz	2012	2017	Côte Basque-Adour	27382
64024	Anglet	2013	2018	Côte Basque-Adour	25793
64102	Bayonne	2014	2019	Côte Basque-Adour	30095
64125	Bidart	2015	2020	Côte Basque-Adour	4915
64140	Boucau	2015	2020	Côte Basque-Adour	4074
64260	Hendaye	2015	2020	Sud Pays Basque	13353
64483	Saint Jean-de-Luz	2015	2020	Sud Pays Basque	14606

### 2.1.4 Analyse des réponses des opérateurs dans le cadre de la consultation formelle

La consultation formelle relative au projet numérique des Pyrénées-Atlantiques est en cours jusqu'au 7 août 2016 (parution sur le site de l'ARCEP le 7 juin 2016).

### 2.1.5 Avancement du processus de signature d'une convention

Orange a signé une convention de programmation et de suivi de déploiement FttH

- **le 5 novembre 2014** avec les 5 communes de la Communauté d'Agglomération Côte Basque-Adour, l'EPCI et l'Etat dont les objectifs sont :
  - transformer les intentions de l'opérateur privé en engagements précis datés et chiffrés,
  - s'assurer de la prise en compte des priorités de déploiement du territoire,
  - définir les modalités de collaboration entre l'Opérateur et les Collectivités,
  - donner une visibilité sur le déploiement via la mise à disposition d'informations de l'Opérateur aux Collectivités,
  - définir les actions communes de communication.
- **Le 7 juin 2016** avec l'Etat, l'Agglomération Sud Pays Basque, les villes d'Hendaye, et de Saint-Jean-de-Luz.

## 3 Présentation du projet de RIP de la collectivité

### 3.1 Présentation générale du projet

#### 3.1.1 Description des territoires couverts par composante

Pour la première phase (2018 – 2022), le Département a recours à un mix-technologique permettant de répondre à l'ensemble des besoins du territoire. La programmation du réseau cible sous-jacente à l'ambition de desserte numérique présente les paramètres suivants :

- **Une desserte FttH de 161511 locaux résidentiels et professionnels** sur 528 communes, représentant :
  - 43 zones NRO,
  - 321 zones SRO,
  - ~9165 km de câbles optiques pour les réseaux de transport et de distribution, dont 1 815 km en génie civil.
- **Une desserte FttN (Montée en Débit et opticalisation de NRA) de 6 600 lignes téléphoniques** (mais permettant la montée en débit sur 7 903 prises/locaux) traitées grâce à l'installation de 23 armoires PRM sur des sous-répartiteurs et à l'opticalisation de 10 NRA permettant aussi la collecte de futurs NRO,
- **Une desserte FttE de sites prioritaires sur des zones SRO dont le déploiement FttH n'est pas prévu en phase 1 (2018 – 2022).** L'enveloppe d'investissement prévue par le Département pour le raccordement de sites prioritaires a été estimée à 5 M€. Ce montant sera précisé après concertation avec les EPCI.
- **Une aide aux raccordements à des technologies d'inclusion numérique** (satellite) pour les logements et entreprises qui ne bénéficieraient pas d'un Haut Débit filaire de qualité. Le Département estime que 6 600 locaux ne pourront pas bénéficier d'un débit filaire minimal de 3 Mbit/s après mise en œuvre des solutions de Montée en Débit ou FttH. Il est estimé que **1 975 raccordements seront subventionnés** sur la période 2018-2022 (pour un taux de pénétration de 30% de ces technologies).  
**(Cf carte annexe 4.3.)**

##### 3.1.1.1 Desserte FttH

- ❖ **Réalisation d'une étude de pré-ingénierie FttH sur l'ensemble de la zone d'initiative publique :**

##### **Création d'une base de locaux à raccorder :**

Le référentiel retenu pour les simulations FttH sur le périmètre de l'initiative publique a été établi à partir des données cadastrales numérisé (la production de cette base au bâti s'appuie sur l'hybridation des bases de données de l'IGN (RGE) avec celles de la DGFiP (MAJIC)). Ce référentiel constitue une base des locaux, une ligne FttH doit être créée pour chacun d'entre eux.

##### **Création des zones arrière de NRO et de SRO :**

La modélisation des zones SRO tient compte, en priorité, de l'architecture des zones de sous-répartition du réseau téléphonique. Cette méthodologie permet de maximiser *a priori* la réutilisation des infrastructures existantes :

- La découpe du territoire en zones SRO a été réalisée à partir de l'architecture existante du réseau téléphonique. Deux cas de figure sont à distinguer :
  - Une zone SRO peut correspondre à une zone de sous-répartition téléphonique,
  - Une zone SRO peut être le regroupement de plusieurs zones de sous-répartition téléphoniques.
- Les critères suivants ont été respectés :
  - La constitution de SRO conformes à la réglementation n°2°10-1312 a été privilégiée :
    - Les SRO tendent à regrouper au minimum 300 locaux (spécifications de l'ARCEP, 100 SRO regroupent moins de 300 locaux en raison du caractère isolé et des contraintes géographiques des zones desservies),
    - Les SRO regroupent en moyenne 484 locaux.
- La taille minimale est de 127 lignes, mais il existe 100 SRO dont la taille est inférieure à 300 lignes, ici encore dû aux contraintes géographiques fortes sur certaines zones du territoire.
- La taille maximale est de 2345 lignes. Cependant, il existe 39 SRO de plus de 800 lignes, qui pourraient faire l'objet d'un redécoupage dans le cadre d'une étude d'ingénierie fine.
- Les SRO ont été situés, dans la mesure du possible, soit au niveau d'un central téléphonique (NRA), soit au niveau d'un sous-répartiteur (SR) afin de faciliter l'emploi des fourreaux et appuis aériens du réseau téléphonique, soit au niveau d'une chambre du réseau Orange dans la poche la plus dense de la zone.

Ensuite, les zones NRO ont été créées en appliquant les règles d'ingénierie suivantes :

- Ils doivent réunir *a minima* 1 000 prises.
- Ils sont implantés dès que possible sur des NRA dégroupés par IRIS64 et à défaut sur des NRA opticalisés de taille importante.
- Ils permettent de respecter des longueurs de lignes FttH inférieures à 16km, conformément aux recommandations de la Mission France Très Haut Débit.
- Si possible, ils réunissent des SRO des mêmes EPCI.
- La taille moyenne est de 3052 lignes.
- La taille minimale est de 683 lignes (6 NRO de moins de 1 000 au total), dû aux contraintes géographiques importantes dans les zones montagneuses du département.
- La taille maximale est de 11795 lignes.

#### **Simulation des liaisons de transport NRO-SRO et des liaisons de distribution SRO-PBO :**

Les réseaux de transport et de distribution FttH ont été tracés en ciblant une réutilisation maximale des infrastructures mobilisables existantes :

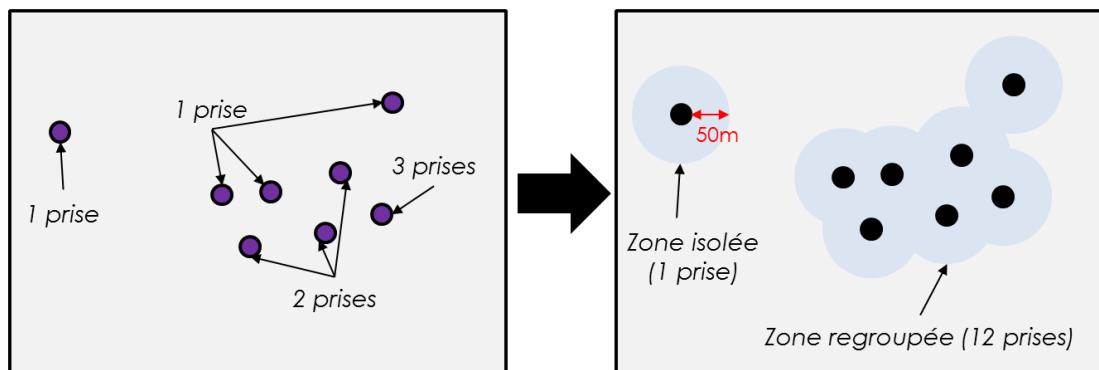
- Pour les réseaux de distribution : prioritairement les fourreaux, notamment ceux d'Orange, ainsi que les réseaux aériens d'Orange et du syndicat d'énergie (exploités par ERDF) et enfin la voirie (création de génie civil).
- Pour les réseaux de transport : prioritairement les infrastructures d'IRIS64 puis les fourreaux, les réseaux aériens et enfin la voirie.
-



### Qualification et Traitement de l'habitat isolé :

L'hypothèse retenue pour qualifier d'isolé un localisant :

- Il regroupe moins de 5 locaux
- Il est situé à plus de 50 mètres d'un local ou groupe de locaux permettant de regrouper 5 locaux.



Sur les 204 028 locaux du projet (zone d'initiative publique et une partie de la CAPP), 37 176 sont qualifiées d'isolés (18,2%).

Une analyse spécifique du traitement de l'habitat isolé est en cours par les services du Département.

### Complétude du réseau de la CAPP :

**Une partie de la complétude du réseau FttH de la CAPP fait partie du projet départemental sous maîtrise d'ouvrage du SMO.**

**Cette partie regroupe 3 NRO et 16SRO pour 6 173 prises.** La prise en compte de cette complétude inclut un **investissement additionnel de 6,9M€**, incluant le déploiement d'une quinzaine de km de linéaire de transport (dont moins d'un km en Génie Civil) et de 270 km de linéaire de distribution (dont 25 km de Génie Civil).

### Evaluation du coût des déploiements FttH sur l'ensemble de la zone d'initiative publique, avec complétude d'une partie du réseau de la CAPP :

Les investissements de premier établissement, évalués en mode passif, comprennent les coûts de mise en œuvre des différentes actions. S'agissant de la desserte FttH, on rappellera qu'ils comprennent l'installation et l'aménagement des **points techniques de réseau** (NRO et SRO), le **déploiement du réseau optique de transport** NRO-SRO, ainsi que le **déploiement du réseau de distribution** et l'**installation des PBO**.

L'ensemble des postes de coûts relatifs aux déploiements dans l'hypothèse d'une desserte 100% FttH sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Desserte et raccordement FttH sur la totalité de la zone d'initiative publique			
Intitulés	Coût unitaire moyen	Quantité	Investissement
<b>Points techniques</b>			<b>6 522 895 €</b>
Nœud de raccordement optique	41 645 €	68	2 706 925 €
Sous répartiteur optique	9 930 €	424	3 815 970 €
<b>Réseaux optiques</b>			<b>396 285 633 €</b>
Réseau de transport	34 €/ml	1 163 km	39 562 435 €
Réseau de distribution	27 €/ml	13 211 km	356 723 198 €
<b>Sous-total desserte FttH</b>	<b>1 974 € / prise</b>	<b>204028 prises</b>	<b>402 808 528€</b>
<b>Raccordement FttH</b>	<b>435 € / prise commercialisée</b>	<b>100% des prises</b>	<b>88 752 180€</b>
<b>Total desserte et raccordement FttH</b>	-	-	<b>491 560708€</b>

Zonage NRO – SRO détaillé de la zone d'initiative publique

Déploiement FttH :  
Zonage SRO/NRO  
du territoire

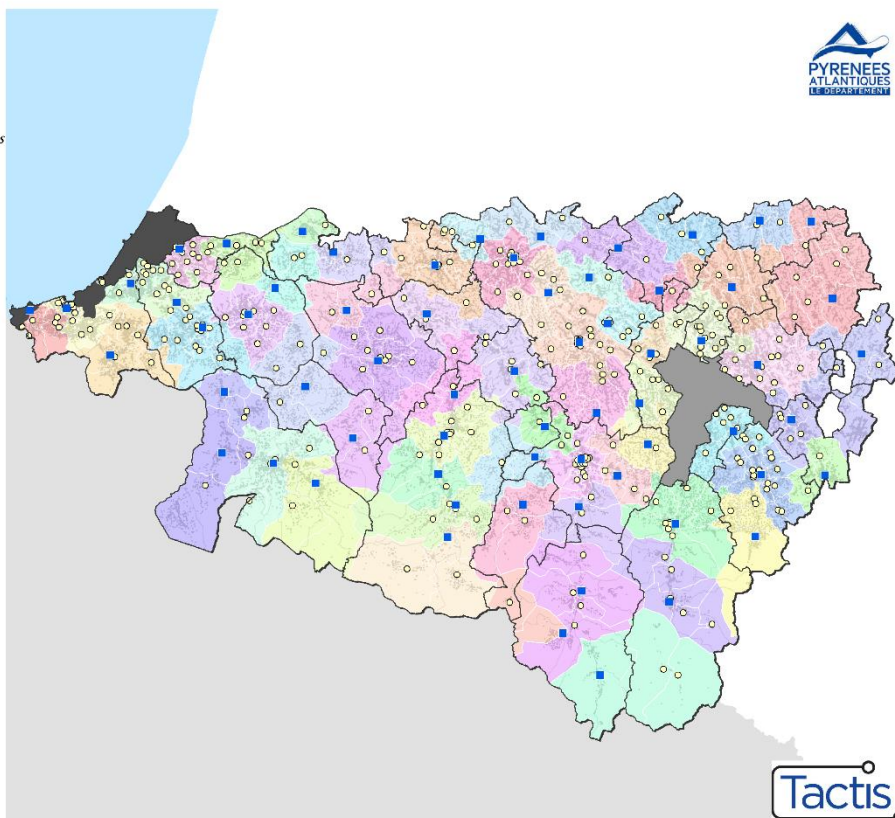
Département des Pyrénées-Atlantiques



- NRO
- SRO
- ⋈ Locaux
- Zone d'emprise des SRO (une couleur par NRO)
- CA de Pau – Réseau FttH PBC
- Zones d'investissements privés
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datar, IGN, DGRF, Orange, Tactis  
Cartographie et méthodologie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km



❖ **Première phase de déploiement FttH de 2018 à 2022 :**

Sur la base du pavage FttH précédemment réalisé, le Département a réalisé un phasage des déploiements à programmer.

Ainsi, la première phase de déploiement FttH de 2018 à 2022, objet de la présente demande de soutien de financement, présente les caractéristiques suivantes :

- 26 EPCI sont concernées par les déploiements FttH de phase 1 :
  - 161 511 locaux couverts.
- 43 nœuds de raccordement optique (NRO),
- 321 sous-répartiteurs optiques (SRO),
- 772 km de câbles optiques de transport déployés (NRO vers SRO),
- 8 418 km d'artères optiques de distribution déployés (SRO vers PBO).

Les zones NRO constituées selon les règles précitées présentent les caractéristiques suivantes :

- Leur architecture tient compte des infrastructures mobilisables
  - Les NRO sont implantés, dès que possible, sur des NRA dégroupés par IRIS64, et à défaut sur des NRA opticalisés de taille importante
  - 4 NRO devront être installés à proximité de NRA non opticalisés. Ces NRO feront l'objet d'un déploiement de collecte soit en propre, soit par LFO suivant la disponibilité.
- Les 43 NRO regroupent 3 750 lignes en moyenne et ne concentrent jamais moins de 917 lignes.

Code NRA/NRO	Commune d'implantation	Opticalisé	Nombre d'opérateurs
ARM	ARAMITS	oui	2
ARO	ARBONNE	oui	3
ARB	ARTHEZ DE BEARN	oui	2
ATX	ARTIX	oui	3
ARZ	ARZACQ ARRAZIGUET	oui	2
AST	ASSAT	oui	4
AUE	AUBERTIN	oui	2
AUS	AUSSEVIELLE	oui	3
BDB	BAIGTS DE BEARN	oui	3
BID	BIDACHE	oui	2
CAM	CAMBO	oui	4
GAN	GAN	oui	3
GR6	GARLIN	oui	2
GE6	GERONCE	oui	2
HAS	HASPARREN	oui	3
HRE	HERRERE	oui	2
IHO	IHOLDY	oui	2
LR6	LARUNS	oui	2
LE6	LECUMBERRY	non	1 (Orange)
LEM	LEMBEYE	oui	2
LUN	LESCUN	oui	2
MAU	MAULEON	oui	3
MAZ	MAZEROLLES	oui	2
MOA	MORLAAS	oui	3
MXU	MOURENX REPUBLIQUE	oui	3
NAV	NAVARRENX	oui	3
NAY	NAY	oui	4
OLO	OLORON STE MARIE	oui	3

ORT	ORTHEZ	oui	3
OUS	OUSSE	oui	3
ROU	PAU ROUSSILLE	oui	6
POA	PONTACQ	oui	3
PDP	ST JEAN PIED DE PORT	oui	3
SPA	ST PALAIS	oui	3
IRU	IRUBE	oui	4
SAL	SALIES DE BEARN	oui	3
SAU	SAUVETERRE DE BEARN	oui	3
SEC	SERRES CASTET	oui	3
ARU	ARUDY	oui	3
SML	SOUMOULOU	oui	3
URC	URCUIT	oui	3
KEC	KECHILOA	oui	4
UST	USTARITZ	oui	4

Les réseaux de transport et de distribution FttH ont été tracés en ciblant une réutilisation maximale des infrastructures mobilisables existantes. Prioritairement les fourreaux, notamment ceux d'Orange, ainsi que les réseaux aériens d'Orange et du syndicat d'énergie (exploités par ERDF).

#### Zone d'emprise des déploiements FttX Phase 1 (transport et distribution) hors CAPP

#### Zone d'emprise des déploiements FttX

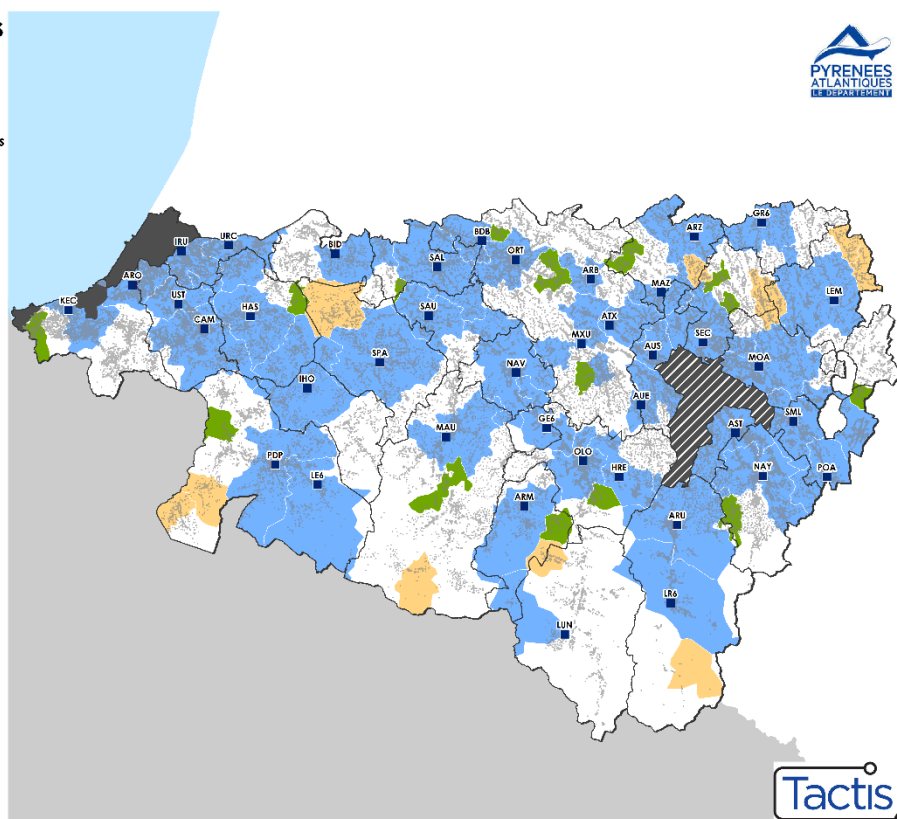
Département des Pyrénées-Atlantiques



- NRO phase 1
- Locaux
- Zone de déploiement FttH (40 zones NRO)
- Zone de déploiement FttN (23 zones SR PRM de plus de 100 LP)
- Zone d'opticalisation des NRA (10 zones NRA)
- CA de Pau
- Zones d'investissements privés
- Limites des intercommunalités

Sources : CDD4, Datar, IGN, DGFIP, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km



### **Evaluation du coût des déploiements FttH de premier établissement pour la phase 1 de déploiement de 2018 à 2022 :**

Les investissements de premier établissement des cinq premières années du projet, évalués en mode passif pour 161019 prises FttH, sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

	Coût FttH phase 1
NRO (armoires)	1 790 735 €
NRO-PM (lien de transport)	24 506 847€
SRO (armoires)	2 994 930€
SRO-PBO (lien de distribution)	223 243 978 €
<b>Total desserte FttH</b>	<b>252 536 490 €</b>
<b>Coût moyen à la prise</b>	<b>435 € / prise</b>

#### ▪ **Raccordements FttH des locaux de phase 1 sur les 10 premières années du projet (2018-2028) :**

Le plan France Très Haut Débit stipule que la période de soutien aux raccordements terminaux est étendue aux 5 années suivant l'éligibilité. Les déploiements de desserte FttH de phase 1 s'étaleront sur la période 2018-2022 et les raccordement terminaux pourront être soutenus par l'Etat jusqu'en 2028.

Le rythme de commercialisation des prises FttH dépend à la fois du rythme de basculement des abonnés du parc HD (DSL) vers le FttH et l'accroissement du parc d'abonnés au service internet.

Ces hypothèses conduisent à un **taux de pénétration de 63,9% pour 103 206 accès FttH commercialisés à horizon 10 ans.**

Le coût moyen par raccordement est estimé à 435€ pour les locaux de la phase 1. Ce coût moyen est obtenu à partir des hypothèses de coût suivantes :

L'investissement lié aux raccordements des locaux est forfaitaire pour les locaux situés à moins de 90 mètres du Point de Branchement Optique selon leur mode de pose :

- Aérien : 600€/raccordement ;
- Façade : 600€/raccordement ;
- Souterrain (chambre) : 370€/raccordement ;
- Collectif : 250€/raccordement.

**L'enveloppe d'investissement afférente est de 45 M€ sur 10 ans.**

#### **3.1.1.2 Montée en débit**

La première phase de déploiement inclus, en complément de la desserte FttH, une montée en débit via l'installation d'armoire PRM sur des sous-répartiteurs ainsi que l'opticalisation de NRA. Ce déploiement concernera tous les sous-répartiteurs de plus de 100 lignes n'étant pas intégrés dans le déploiement du réseau FttH, ainsi que certains des NRA, dans le but d'assurer une équité territoriale en termes de haut débit. Il comprendra 23 montées en débit via l'offre PRM et 10 opticalisations de NRA durant la phase 1.

Montée En Débit - Déploiement phase 1				
Type de Montée en Débit	Nombre de sites	Nombre de lignes	Coût total	Coût par ligne
Armoire PRM	23	4 307	4 004 087 €	930 €
NRA à opticaliser	10	2 316	2 700 221 €	1 166 €
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>6 623</b>	<b>6 704 308 €</b>	<b>1 012 €</b>

### 3.1.1.3 Raccordement FttE de sites prioritaires

Le programme départemental prévoit une enveloppe d'investissement de 5M€ pour raccorder des sites prioritaires en complément des sites déjà raccordés dans le cadre du RIP1.

**L'analyse des sites à raccorder en FttE est en cours d'étude en concertation avec les EPCI et sera validée par les élus départementaux.**

### 3.1.1.4 Soutien à l'inclusion numérique

La composante « Inclusion numérique » est basée sur le nombre de locaux qui ne bénéficieront pas d'un débit filaire de 3 Mbit/s à horizon 2022 après l'ensemble des investissements décrits au présent document.

L'éligibilité à cette enveloppe est réservée aux logements et entreprises sans perspective de couverture par un service haut ou très haut débit filaire supérieur à 4 Mbit/s (hors établissements d'enseignement).

Le périmètre de l'inclusion numérique porte sur 6 600 locaux environ. On estime à 30% le taux de pénétration des technologies d'inclusion numérique (BLR, satellite, ...), ce qui résulterait d'une subvention pour 1 975 locaux.

### 3.1.1.5 Niveaux de services prévus à horizon 2022

L'ambition en termes de niveau de services sur le département des Pyrénées-Atlantiques, à horizon 2022, consiste à :

- Apporter un débit minimal de 3 Mbit/s à l'ensemble des foyers et entreprises, en misant sur un mix technologique associant le FttH, le FttN et des aides au raccordement BLR et Satellite,
- Entamer la réalisation des premières plaques FttH afin d'initier la transition vers les technologies de l'optique.

Les statistiques de couverture estimées à 2022, après la première phase de déploiements publics et dans l'hypothèse où les déploiements FttH ont été réalisés sur l'ensemble du périmètre de l'initiative privée sont les suivantes :

- 90% des locaux résidentiels et professionnels couverts en FttH :
  - Dont 29,5% sur la zone d'initiative privée,
  - Dont 22,6% sur la Communauté d'Agglomération de Pau-Pyrénées,
  - Dont 37,9% sur la zone d'initiative publique

- 8,7% en DSL/câble supérieur à 3 Mbit/s, tous dans la zone d'initiative publique et répartis comme suit :
  - Dont 3% en DSL /câble de 30 à 100 Mbit/s,
  - Dont 5% en DSL de 8 à 30 Mbit/s,
  - Dont 1% en DSL de 3 à 8 Mbit/s
- 1,3% en ADSL inférieur à 3 Mbit/s, tous dans la zone d'initiative publique et répartis comme suit :
  - 1,2% en DSL/radio de moins de 3 Mbit/s
  - 0,1% inéligible

**(Cf carte annexe 4.5).**

### **3.1.2 Logique poursuivie dans la stratégie de déploiement des différents volets suivant les territoires et vis-à-vis des phases ultérieures de mise en œuvre du SDTAN**

Sur les territoires ne faisant pas l'objet d'un déploiement d'emblée du FttH, plusieurs actions anticipant l'arrivée du Très Haut Débit sont prévues :

- L'opticalisation de 10 NRA,
- L'installation de 23 armoires PRM,
- La desserte des sites publics et économiques prioritaires,
- La montée en radio via la collecte optique des stations radios, et la limitation à un bond hertzien maximum entre les locaux desservis par Wimax et le réseau de collecte
- La desserte satellitaire (inclusion numérique).

L'ensemble de ces infrastructures est dimensionné pour anticiper les déploiements futurs des tronçons de transport FttH (NRO-PM).

La collecte sera majoritairement assurée par l'utilisation des réseaux existants et notamment le réseau départemental public IRIS64, qui couvre déjà la quasi-totalité des locaux du territoire (98%).

### **3.1.3 Articulation avec les réseaux d'initiative publique et privés existants, en distinguant FttH et FttO**

Le RIP départemental IRIS64a permis de regrouper une large part des NRA du territoire, permettant l'augmentation des débits disponibles pour de nombreuses communes, et offrant la possibilité aux opérateurs alternatifs de proposer leurs offres sur le territoire.

Le projet THD départemental s'inscrit en complémentarité de cette action passée :

- Il porte principalement sur la desserte en Très Haut Débit auprès du grand public,
- Il permettra l'installation de 43 NRO et 321 SRO dans la zone d'initiative publique
- Il permettra d'opticaliser 10 NRA, et d'installer 23 PRM. Cela permettra notamment une Montée en Débit forte pour les lignes concernées,
- Il est complémentaire des déploiements FttH envisagés par les opérateurs privés sur le territoire (zones AMII).



Quant au raccordement des sites prioritaires, une cohérence sera recherchée entre les raccordements FttE et les zones ayant accès à des offres privés FttO dans des tarifs raisonnables ou ayant accès aux offres d'IRIS64. Le Département a prévu une enveloppe de 5 M€ dans ce but.

### 3.1.4 Echancier de mise en œuvre de chaque volet du projet et de déploiement du réseau (découpage en phases successives, dont la phase correspondant à la demande de subvention)

#### 3.1.4.1 Calendrier de recrutement des partenaires privés

Le calendrier de recrutement des partenaires s'étalera vraisemblablement sur l'année 2017.

#### 3.1.4.2 Calendrier de réalisation du projet

VOLET DU PROJET	PERIODE DE REALISATION						
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fin de concertation EPCI	X						
Poursuite des études : technico-économique, montage, articulation des RIP1 et RIP2, gouvernance	X						
Montage procédure MED et lancement		X					
Montage gouvernance		X					
Lancement des procédures FttH		X					
Déploiement montée en débit		X	X				
Déploiement FttH			X	X	X	X	X

## 3.2 Description des offres d'accès pour les opérateurs commerciaux

### 3.2.1 Evaluation de l'appétence des opérateurs commerciaux

La concertation a été réalisée en plusieurs temps :

#### ➤ Dans le cadre du SDTAN :

La concertation s'est faite en deux temps :

- **Le 2 novembre 2011** : Commission Consultative pour l'Aménagement Numérique au niveau départemental : les opérateurs Orange, Bouygues, SFR et Numéricâble sont venus présenter à l'Etat et aux collectivités des Pyrénées-Atlantiques leurs projets sur le territoire,
- **Le 21 novembre 2011** : Commission Consultative pour l'Aménagement Numérique au niveau Régional : les collectivités territoriales de la Région et les opérateurs ont échangés sur leurs projets respectifs afin de définir un cadre cohérent d'intervention publique.

#### ➤ Dans le cadre de l'actualisation du SDTAN :

La concertation s'est faite en deux temps :

- Un premier temps d'échanges avec les opérateurs investisseurs sur le Département :
  - ✓ le 24 mai 2016 : réunion avec Orange
  - ✓ le 10 juin 2016 : réunion avec IRSI64 (délégataire du RIP1) et SFR/Numéricâble.
- Un questionnaire a été envoyé le 13 mai 2016 à 23 d'opérateurs ou opérateurs aménageurs : Orange, SFR/Numéricâble, Bouygues, Free, IRIS64, Nomotech, Wibox, Alsatis, Adista, Altitude infrastructure, e-tera, Axione, Covage, Bolloré, Celeste, Complétel, Neotelecom, Nordnet, Verizon, Cogent, Interoute, Heliantis, Izarlink.

Sept opérateurs ont répondu : Orange, SFR/Numéricâble, IRIS64, Bouygues, Izarlink, Nomotech, Covage. Nous notons que Bouygues Télécom a fait une réponse très succincte, répondant à très peu de questions.

Ce questionnaire portait sur les points suivants :

- Leur vision sur la situation actuelle dans les Pyrénées-Atlantiques : une synthèse du diagnostic était fournie à cet effet,
- Leurs projets à venir sur les Pyrénées-Atlantiques,
- Leurs projets sur les zones d'investissement privé,
- Le rôle attendu des collectivités en zone publique,
- Leur avis sur l'actualisation du SDTAN : une synthèse de l'actualisation du SDTAN était jointe à cet effet.

En synthèse, il apparaît que :

- Les opérateurs partagent le diagnostic qui leur a été présenté,
- Seul Orange a des projets d'opticalisation de nouveaux NRA (5) dans l'année 2017,
- La disponibilité des réseaux existants (en particulier ceux d'IRIS64 et d'Orange) est satisfaisante,
- Les déploiements publics sont complémentaires aux zones AMII ;
- Le déploiement d'une première phase de 161000 prises est ambitieux mais pertinent ; SFR pense que cette couverture pourrait être encore plus ambitieuse en fonction du montage juridique choisi,
- Les principes définis pour l'architecture de la future desserte FttH sont pertinents et respectent les règles ARCEP : la création des NRO à proximité des NRA existants est apprécié,
- Orange demande à ce que les plaques commercialisables soient cohérentes et d'au minimum 4 000 lignes, que la distance NRO-PTO soit inférieure à 10km pour une grande majorité des lignes, et que les PM soient de taille raisonnable de l'ordre de 360 prises,
- L'activation du réseau FttH est demandée aussi bien par certains opérateurs nationaux (SFR, Bouygues) que par les opérateurs locaux (Izarlink) afin de favoriser l'arrivée de tous les opérateurs commerciaux et de favoriser la concurrence par les services plutôt que par les infrastructures,
- Les opérateurs s'appuieront sur les réseaux de collecte existants à savoir IRIS64 et les offres LFO d'Orange,
- Concernant le raccordement de l'utilisateur, les opérateurs nationaux préfèrent qu'il soit réalisé par l'opérateur commercial,

- Orange a la volonté d'accompagner les opérations de montée en débit des collectivités territoriales alors que SFR préfère minimiser ses investissements autour de la technologie cuivre,
- Concernant les montages juridiques, les opérateurs nationaux (notamment Orange et SFR) préfèrent avoir un partenaire unique qui gère le projet dans sa globalité. Dans tous les cas, si la construction devait être séparée de l'exploitation, les opérateurs préconisent fortement que l'exploitant soit choisi avant ou en même temps que le titulaire du marché de réalisation et soit associé à la construction.
- Le planning est pertinent et réaliste : SFR propose d'accélérer la couverture du territoire,
- Les opérateurs nationaux préconisent de choisir un opérateur pérenne ayant fait, ou mieux faisant encore ses preuves en la matière, alors que les opérateurs locaux demande à ce qu'il y ait plus de transparence dans les RIP portés par des filiales d'opérateurs nationaux.

Les opérateurs ayant répondu émettent un avis plutôt favorable sur le projet.

➤ **Dans le cadre de la consultation formelle :**

Dans le cadre de la mise en place du réseau d'Initiative publique Très Haut Débit porté par le Département des Pyrénées-Atlantiques, une consultation publique formelle conformément aux règles définies dans le cahier des charges de l'appel à projets du Programme National a été transmis à l'ARCEP le 02 juin 2016 afin de confirmer l'absence de recoupements entre les initiatives publiques et privées programmées. La consultation formelle a été publiée le 07 juin 2016 sur le site de l'Arcep pour une durée de 2 mois (jusqu'au 07 août 2016).

### **3.2.2 Modalités d'accès au réseau d'initiative publique par les opérateurs fournisseurs d'accès à Internet**

#### **3.2.2.1 Spécifications techniques d'accès aux offres**

S'agissant des exigences en matière d'exploitation, le Département des Pyrénées-Atlantiques entend préciser qu'il mettra en œuvre au travers de l'exploitant qui sera recruté un système d'information respectant strictement les dispositions issues du comité d'experts fibre de l'ARCEP et du groupe Interop Fibre (notamment les formats d'échanges d'informations entre opérateurs dans le cadre de la mutualisation de la fibre définis en décembre 2012), ainsi que les préconisations de la Mission France Très Haut Débit publiées en juillet 2015.

Le Département des Pyrénées-Atlantiques imposera aux prestataires de travaux des exigences strictes de qualité de déploiement correspondant aux cahiers des charges des opérateurs, tant sur la collecte que sur les équipements FttN. Ces prescriptions seront conformes aux exigences du processus défini dans l'offre PRM d'Orange.

#### **3.2.2.2 Tarifs d'accès au réseau d'initiative publique**

Une offre d'accès comprenant l'ensemble des formes d'accès prévues à la décision de l'ARCEP n°2010-1312, publiée en décembre 2010, sera élaborée par le Déléataire :

- Cofinancement initial,
- Cofinancement a posteriori,
- Accès à la ligne.

Les tarifs qui seront appliqués seront conformes aux lignes directrices sur la tarification des réseaux d'initiative publique FttH en cours d'adoption par l'ARCEP.

Les principaux tarifs modélisés dans le plan d'affaires s'inspirent des catalogues de services des opérateurs sur des projets en zone moins dense (initiative publique ou privée).

	Unité d'œuvre	Tarifs modélisés
<b>Frais d'accès au service Hébergement NRO</b>	Par Emplacement loué	1 500 €
<b>Récurrent annuel hébergement NRO</b>	Par Emplacement loué	1 125 €
<b>FAS liaison NRO-PM</b>	Par fibre NRO-PM utilisée	1 780 €
<b>Récurrent annuel NRO-PM</b>	Par fibre NRO-PM utilisée	58,8 €
<b>Frais d'accès au service du PM</b>	Par opérateur par PM	2 419 €
<b>Droit d'usage long terme plaque PM-PBO</b>	Par prise (bloc de 5% de prises)	513,60 €
<b>Coefficient ex post du Droit d'usage</b>	-	Entre 1,1 et 1,28 en année 5 puis dégressif jusqu'à 0,25 en année 19
<b>Récurrent location passive à l'unité</b>	Ligne FttH louée	13€/mois soit 156€/an

Le département des Pyrénées-Atlantiques tiendra compte des lignes directrices de l'ARCEP et s'engage à appliquer les recommandations du régulateur.

### 3.3 Description du montage juridique, économique et financier

#### 3.3.1 Descriptif du mode de gestion des déploiements FttH, FttN, FttE et Collecte

Dans le cadre et le respect des règles définies par la Mission Très Haut Débit et par la Commission Européenne, plusieurs scénarii ont été étudiés et envisagés :

- Un montage global : la concession
- Deux montages complexes : un contrat de construction et un contrat d'exploitation
  - Marché de conception-réalisation suivi d'un affermage
  - Marché de conception-réalisation suivi d'une exploitation par la SPL régionale Aquitaine.

Le choix du montage sera finalisé après concertation avec les EPCI.

Une attention toute particulière sera apportée à l'articulation technique, juridique et financière du RIP 1 (DSP d'IRIS64 accordée par le Département) avec le RIP 2.

### 3.3.2 Modalités d'exploitation pluri-départementale

L'exploitation du RIP2 par la SPL Régionale Aquitaine est une possibilité en cours d'étude par le Département.

### 3.3.3 Montage financier et cofinancements attendus des niveaux communal, départemental, régional, national et européen

#### 3.3.3.1 Soutien de l'Etat

Nous estimons à environ 66,9M€ (soit 21,4% du coût total prévisionnel du projet THD) la participation que pourrait apporter l'Etat sur ce projet avec la décomposition suivante :

Détails des investissements par composantes	Investissement total	Subvention Etat	Taux subvention
Composante "Collecte Fibre Optique NRA/NRO"	<b>4,48 M€</b>	<b>1,66 M€</b>	37,1%
Composante "boucle locale optique mutualisée"	<b>297,51 M€</b>	<b>61,67 M€</b>	20,7%
Dont desserte FttH	252,54 M€	53,29 M€	21,1%
Dont Raccordements	44,97 M€	8,38 M€	18,6%
Composante "Inclusion Numérique"	<b>0,79 M€</b>	<b>0,30 M€</b>	38%
Desserte et raccordements FttE de sites prioritaires	<b>5,00 M€</b>	<b>1,75 M€</b>	35%
Composante Etudes	<b>1,00 M€</b>	<b>0,30 M€</b>	30%
Collecte transitoire Fibre Optique FttN	<b>4,05 M€</b>	<b>1,25 M€</b>	31,9%
<b>TOTAL</b>	<b>312,82 M€</b>	<b>66,93 M€</b>	<b>21,4%</b>

#### 3.3.3.2 Soutien de la Région et de l'Europe

L'investissement global à réaliser sur la Phase 1 « 2018-2022 » s'élève à 312,8 M€.

La participation sollicitée auprès de la Région Aquitaine s'élève à **40,2 M€** et celle auprès de l'Europe (Feder et Feader) à **5,6 M€**. **A ce jour, ces cofinancements ne sont pas encore définitivement acquis.**

#### Accompagnement de la Région

Le Conseil Régional Aquitaine Limousin Poitou-Charentes a réactualisé son règlement d'intervention en avril 2016 avec pour objectif de raccorder le plus de foyers possibles en fibre optique dans les dix prochaines années, soit la construction de 600 000 prises de fibre optique à l'abonné (FttH) et l'amélioration des débits pour 120 000 lignes internet par le cuivre à l'horizon 2020. La Région prévoit de mobiliser 229 millions d'euros sur 5 ans.

Les principes généraux d'intervention de la Région sont :

- Une intervention sur les zones publiques hors AMII sur des projets de dimension à minima départementale et conforme au SDTAN et SCORAN,
- Une intervention sur les coûts restant à la charge des collectivités (notion de coût public local ou coût public résiduel),
- Une aide différenciée en fonction de la typologie des territoires (ruralité et dispersion de l'habitat),
- Une bonification pour les projets mutualisés au niveau de l'exploitation et la commercialisation.

**Le coût public résiduel = Coût total du projet - aide de l'Etat - aide de l'Europe - aide éventuelle des acteurs privés sur le financement des travaux (cas des DSP concessives).**

L'assiette éligible est composée :

- des infrastructures constitutives d'une BLOM desservant les logements et les entreprises,
- au cas par cas les infrastructures optiques spécifiques déployées pour le raccordement de sites prioritaires publics ou privés,
- les infrastructures optiques spécifiques, déployées pour favoriser la diffusion des technologies mobiles dans les territoires (pour alimenter notamment des points hauts),
- les composantes optiques des solutions alternatives d'attente, dans la mesure où elles préparent le déploiement de la BLOM. Il s'agira par exemple des câbles à fibre optique et du génie civil éventuellement construit, qui alimentent les armoires de montée en débit sur la boucle locale cuivre, dès lors qu'ils sont suffisamment dimensionnés pour être utilisés lors du déploiement ultérieur de la BLOM. Les opérations de montée en débit intéressant un nombre de lignes cuivre inférieur à 50 ne sont pas aidées.

Un coefficient composite K permet de caractériser chaque territoire départemental en termes de :

- taux de ruralité : rapport entre la population vivant dans les communes n'appartenant à aucune unité urbaine et la population de l'ensemble du département : il s'appuie sur les données INSEE,
- de dispersion de l'habitat fondée sur la moyenne des distances de chaque local à son voisin le plus proche : le calcul s'appuie sur la base de données des locaux géo localisés du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, des données de l'Institut géographique national et de la Direction générale des finances publiques.

Ce coefficient composite **K** est égal à **27,2** dans les Pyrénées-Atlantiques.

Une **bonification de 7,5** est accordée pour tous les projets mutualisés dans la SPL Aquitaine THD.

L'intervention de la Région est donc la suivante pour les Pyrénées-Atlantiques :

- Projet non mutualisé :  $K \times A = 27,2 \times \text{le coût public résiduel}$
- Projet mutualisé au sein de la SPL :  $(K+7,5) \times A = 34,7 \times \text{le coût public résiduel}$

Le Département privilégie une approche prudente à ce stade et considère l'accompagnement minimum dans l'attente d'un arbitrage définitif sur le mode dévolution (contribution privé à hauteur 400€/prise + 250€ par raccordement et hors SPL) à **40,2M€**.

### **Accompagnement de l'Europe**

Pour l'Aquitaine, c'est l'Axe 03 du Programme Opérationnel Aquitaine FEDER-FSEN° CCI : 2014FR16M0OP001 validé le 10 novembre 2014 par la commission Européenne qui définit les modalités d'octroi des aides de l'Europe.

La contribution globale du FEDER pour la Région Aquitaine est de 28 millions d'euros. Les travaux cofinancés par le FEDER s'effectueront donc sur des « plaques prioritaires » qui comporteront un maximum de sites d'intérêt économique et public, déterminées par les syndicats mixtes maîtres d'ouvrage tels que les entreprises, les indépendants, les

établissements publics de santé, les centres de recherche, les universités, les établissements d'éducation, de formation et d'insertion présents sur la zone.

Les coûts pris en compte dans la réalisation des infrastructures publiques de THD en fibre optique sont :

- les investissements de construction,
- les frais de location d'infrastructures existantes,
- les frais d'exploitation, de commercialisation,
- les études de priorisation.

Les projets d'infrastructures concourant explicitement à l'accès direct au THD par la fibre optique, relevant de l'initiative publique, devront s'inscrire dans un schéma directeur cohérent de déploiement, élaboré au niveau départemental.

Le financement FEDER mobilisable est estimé à 5,6 M€.

### 3.3.3.3 Participation du Département et des EPCI

Le coût net public restant à financer entre le Département et les EPCI est de 200,1 M€. Cependant, ce montant n'inclut pas une éventuelle participation d'un opérateur privé aux investissements de premier établissement et la participation des opérateurs privés dans l'investissement de raccordement de la boucle optique mutualisée. Ces contributions sont estimées à 90,4 M€.

### 3.3.3.4 Synthèse du plan de financement

		Emplois			Ressources
Composante "Collecte fibre optique NRA/NRO"	4,5 M€		Etat		66,9 M€
Composante "Collecte transitoire fibre optique - FttN"	4,0 M€		Région		40,2M€
Composante "Desserte FttH – Boucle locale optique mutualisée"	252,5M€		FEDER		5,6 M€
Composante "Raccordement BLOM"	44,9 M€		Département, EPCI et éventuelle participation privée		200,1 M€
Composante "Transport anticipé de la BLOM"	5,0 M€				
Composante "Raccordement spécifique des sites prioritaires"					
Composante "Inclusion numérique"	0,8 M€				
Composante "Etudes"	1,0M€				
<b>TOTAL</b>	<b>312,8 M€</b>		<b>TOTAL</b>		<b>312,8 M€</b>

## 3.4 Adéquation au cadre réglementaire

Les règles communautaires en matière d'aides d'Etat accordées aux opérateurs en charge de l'établissement et de l'exploitation de réseaux de communications électroniques résultent des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Traité FUE),



ainsi que des Lignes directrices relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communications électroniques à Haut Débit révisées en janvier 2013.<sup>2</sup>

L'articulation de ces règles avec celles du Programme national Très Haut Débit de 2011 ont par ailleurs fait l'objet d'un avis de l'Autorité de la concurrence n°12-A-02 en date du 17 janvier 2012, à la suite d'une saisine de la commission de l'économie et du développement durable et de l'aménagement du territoire du Sénat concernant le cadre d'intervention des collectivités territoriales en matière de déploiement de réseaux à Très Haut Débit.

Avant de présenter les mesures que le Département des Pyrénées-Atlantiques prendra pour respecter ces règles, les principes posés par la Commission européenne en la matière s'agissant des aides aux réseaux Très Haut Débit, aussi appelés « Nextgeneration network » (NGA) seront rappelés.

### **3.4.1 Rappel des règles en matière d'aides d'Etat accordées aux opérateurs en charge de l'établissement et de l'exploitation de réseaux de communications électroniques à Très Haut Débit**

**En premier lieu**, indépendamment du secteur des communications électroniques, il existe quatre voies pour qu'une subvention accordée à une entreprise respecte les règles communautaires du Traité FUE :

- Soit il s'agit d'une aide d'Etat, et alors elle doit être compatible avec les dispositions de l'article 107.3 du Traité. Le plus sûr moyen de s'assurer de sa compatibilité est de notifier l'aide ou le régime auquel elle se rapporte à la Commission européenne, en application de l'article 108.3 du Traité ;
- Soit il s'agit également d'une aide d'Etat, mais elle respecte le seuil du règlement communautaire n°1998/2006 de la Commission concernant les aides de *minimis* (200 000 euros sur trois ans) ;<sup>3</sup>
- Soit il ne s'agit pas d'une aide d'Etat car la collectivité qui a octroyé la subvention s'est comportée comme un investisseur raisonnable en économie de marché, aussi appelé « *critère de l'investisseur avisé en économie de marché* ». Il s'agit dans ce cas de figure de mettre des capitaux à dispositions d'une entreprise soit par le biais d'une prise de participation ou une dotation ou l'octroi d'un prêt ;
- Soit il ne s'agit pas d'une aide d'Etat car elle ne fait que compenser les surcoûts, occasionnés par une mission de service public, supportée par l'exploitant d'un service d'intérêt économique général (SIEG). Selon une décision de la Commission européenne de décembre 2011,<sup>4</sup> une telle compensation peut être exonérée de

---

<sup>2</sup>Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'Etat dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (2013/C 25/01).

<sup>3</sup> Règlement 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

<sup>4</sup> Décision de la Commission européenne (2012/21/UE) du 20 décembre 2011 relative à l'application des dispositions de l'article 106, paragraphe 2, du Traité FUE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, C(2011) 9380 final, qui se substitue à une décision du 28 novembre 2005. Cette décision fait partie du « *Paquet Almunia* » qui comporte deux autres textes adoptés le même jour par la Commission :

notification à condition de ne pas dépasser un montant annuel de compensation de 15 millions d'euros, que la durée d'exécution de la mission de SIEG confiée au bénéficiaire de la compensation ne doit pas excéder 10 ans et, enfin, que les quatre critères posés par un arrêt *Altmark* de la Cour de justice des communautés européennes sont respectés.<sup>5</sup>

**En deuxième lieu**, les lignes directrices ont posé les principes d'un zonage territorial spécifique pour apprécier, en première analyse, l'incidence de l'intervention publique sur le marché des communications électroniques.

Ces lignes directrices précisent que les règles d'octroi de fonds publics évoluent en fonction des investissements actuels et futurs des opérateurs privés sur un territoire donné. Ce découpage par zone doit résulter de consultations des opérateurs, lesquelles permettront aux autorités publiques d'arrêter ce zonage et, en conséquence, de décider d'intervenir ou pas.

Pour mémoire, ces trois zones sont les suivantes :

- les zones « *blanches* » dans lesquelles il n'existe pas de réseau privé et où les investisseurs privés n'ont pas manifesté leur intention d'en déployer un dans ce délai de 3 ans. L'octroi d'une aide est possible dans ce cas de figure ;
- les zones « *grises* » dans lesquelles un réseau existe ou existera au terme du délai de 3 ans. Dans ces zones, l'appréciation de la compatibilité de l'aide nécessite une analyse détaillée prenant en compte plusieurs critères : l'adéquation des conditions générales du marché de détail (niveaux de prix, type de services offerts,...), la possibilité pour les tiers d'accéder au réseau, les barrières à l'entrée d'autres opérateurs et les mesures prises par l'autorité de régulation nationale pour pallier les difficultés des utilisateurs. Les conditions d'ouverture du marché seront donc déterminantes pour que l'octroi d'une aide d'Etat soit possible ;
- les zones « *noires* » dans lesquelles deux réseaux au moins sont ou seront déployées dans ce délai de 3 ans. Aucune aide ne peut en principe être octroyée dans ces territoires, qui sont essentiellement des zones urbaines denses, en France la zone très dense circonscrite par l'ARCEP dans sa décision 2009-1106.

**En troisième lieu**, les lignes directrices de 2013 ont apporté des précisions concernant la fixation du point de départ du délai de 3 ans à l'intérieur duquel doit être appréciée l'existence de « *projets concrets* » de déploiement d'une infrastructure par des opérateurs privés.

Les lignes directrices de 2009 ne déterminaient pas le point de départ de ce délai de 3 ans, les opérateurs étaient susceptibles d'invoquer cette imprécision pour retarder le point de départ du délai de 3 ans.

- 
- une communication qui précise les notions sur lesquelles repose l'application de la réglementation des aides d'Etat, et, notamment les critères de la jurisprudence *Altmark* ;
  - un encadrement (2012/C 8/03) qui explicite les conditions de compatibilité avec le marché intérieur des compensations qualifiées d'aides d'Etat qui doivent faire l'objet d'une notification préalable (c'est-à-dire, les compensations qui ne bénéficient ni de l'exemption issue de la jurisprudence *Altmark*, ni de celle prévue par la décision du 21 décembre 2011).

<sup>5</sup> Ces quatre critères sont : la définition de mission de service public par la collectivité ; l'existence de paramètres préétablis de calcul de la compensation ; l'absence de surcompensation et à la garantie que la compensation, lorsque son bénéficiaire n'a pas été sélectionné à l'issue d'une mise en concurrence, a été calculée en prenant en compte les coûts d'une entreprise gérée de manière raisonnable (CJCE 24 juillet 2003, *Altmark Trans GmbH*, aff. C-280/00).

A cet égard, les lignes directrices révisées sont ainsi venues préciser que la période de 3 ans « débute au moment de la publication du projet d'aide ».<sup>6</sup>

**En dernier lieu**, les lignes directrices énumèrent une série de conditions à respecter pour limiter le montant de l'aide et ses effets potentiels de distorsion de concurrence. Elles visent, dans les zones où l'aide est considérée comme nécessaire, à vérifier son caractère proportionné. Ces conditions, au nombre de huit, sont les suivantes :

- L'élaboration d'une carte détaillée permettant d'identifier les zones couvertes par la mesure d'aide et l'analyse de la couverture existante en très Haut Débit dans la zone en question, ainsi que des projets d'investissement prévus dans un avenir proche ;
- le recours à une procédure d'appel d'offres ouvert permettant à tous les investisseurs intéressés de présenter une offre ;
- l'attribution de l'aide à l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- la neutralité technologique du réseau, une architecture « multi-fibres » supportant aussi bien les topologies multipoints que les topologies point à point devant être privilégiée afin de ne pas favoriser une technologie particulière sur le marché des services de communication de détail ;
- l'utilisation des infrastructures éventuellement existantes afin d'éviter tout double emploi des ressources ;
- l'accès effectif en gros des fournisseurs de services à l'infrastructure pendant une période minimum de sept ans, une telle obligation d'accès devant en principe notamment comprendre le droit d'utiliser les fourreaux ou les armoires de rue afin de permettre aux fournisseurs de services d'avoir accès à l'infrastructure passive et pas seulement à l'infrastructure active. Sur ce dernier point, il ressort d'ailleurs de la décision de la Commission européenne relative au Programme national très Haut Débit de 2011 la nécessité, pour l'exploitant du réseau aidé, d'offrir des accès passifs et actifs ;<sup>7</sup>
- une analyse comparative des prix destinée à s'assurer que le gestionnaire du réseau subventionné ne pratique pas des prix de gros excessifs ou, inversement, des prix d'éviction ou des prix écrasés ;
- l'inclusion dans le contrat d'un mécanisme de récupération pour éviter la surcompensation dans le cas où la demande de services à très Haut Débit dépasserait les niveaux escomptés (clause de retour à meilleure fortune).

Ces huit conditions doivent en principe être réunies, la Commission précisant qu'une évaluation approfondie sera nécessaire en cas de défaut de l'une d'entre elles, laquelle entraînera le plus souvent une conclusion négative quant à la compatibilité de l'aide. Il faut aussi considérer qu'elles s'appliquent à un réseau bénéficiant d'une compensation de SIEG.

### **3.4.2 Les mesures prises par le Département des Pyrénées-Atlantiques pour respecter la réglementation relative aux aides d'Etat**

Le projet du Département des Pyrénées-Atlantiques consiste à ne couvrir que les zones de son territoire qui n'ont fait l'objet d'aucune intention d'investissement privée. Il s'inscrit donc en parfaite compatibilité avec le régime d'aide du Plan France Très Haut Débit notifié par l'Etat français et validé par la Commission européenne, et en respectera l'ensemble des critères.

---

<sup>6</sup> Lignes directrices de 2013, note de bas de page n° 79.

<sup>7</sup> Décision N 330/2010 du 19 octobre 2011, France, *Programme national très haut débit – Volet B* ; § 24 et 65 f).

Pour mémoire, il convient de rappeler que le Département a arrêté en novembre 2013 son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique. Celui-ci est aujourd'hui en cours d'actualisation.

Le projet du Département des Pyrénées-Atlantiques respecte les intentions de couverture du territoire départemental par les opérateurs privés, car il n'envisage aucun déploiement FttH dans les zones conventionnées comme cela a été exposé ci-avant.

Deux conventions de programmation et de suivi des déploiements ont été signées :

- **Le 5 novembre 2014 pour l'Agglomération Côte Basque-Adour** : signataires : Etat, Orange, Agglomération Côte Basque-Adour et les 5 villes : Anglet, Bayonne, Biarritz, Bidart et Boucau,
- **Le 7 juin 2016 pour l'Agglomération Sud Pays-Basque** : signataires : Etat, Orange, Agglomération Sud Pays-Basque, ville d'Hendaye, ville de Saint-Jean-de-Luz.

**Au final, ce projet n'aura donc vocation qu'à couvrir des « zones blanches NGA » au sens de la réglementation communautaire, et ne couvre donc aucune commune ayant fait l'objet d'intentions d'investissements privés des opérateurs dans le cadre du Plan France Très Haut Débit. Les modalités de sélection du futur exploitant du réseau comme l'encadrement de son catalogue de services respecteront l'ensemble des règles posées par le droit communautaire, en particulier la décision de la Commission européenne du 20 octobre 2011 validant le Programme National France Très Haut Débit, qui sera prochainement remplacée par une décision portant sur le Plan France Très Haut Débit, en cours de notification.**

**Dans la mesure où il s'inscrit en parfaite cohérence avec les règles du régime d'aides du Plan France Très Haut Débit autorisé par la Commission européenne en octobre 2011, il n'est pas envisagé à ce stade de procéder une notification individuelle du projet présenté par le Département des Pyrénées-Atlantiques. Le maître d'ouvrage entend donc bénéficier pleinement du régime notifié.**

### **3.4.3 Conformité du dossier aux réponses de la Commission Européenne au sujet de la notification du régime cadre du PNTHD**

Le projet s'inscrit pleinement dans le cadre du régime d'aide du Programme National Très Haut Débit notifié et appliquera donc l'ensemble des dispositions de la décision Aide d'État N 330/2010 du 19 octobre 2011 s'agissant du projet envisagé :

- Point 17 : les travaux de construction seront attribués conformément aux règles habituelles applicables aux marchés publics. Dans tous les cas où un tiers est associé à la construction et/ou à l'exploitation du réseau, ce tiers sera sélectionné au moyen d'une procédure de sélection ouverte et non discriminatoire à laquelle tous les candidats potentiels pourront participer.
- Point 18 : c'est l'offre économiquement la plus avantageuse qui sera choisie dans toutes les formes d'intervention. Les critères de sélection seront publiés à l'avance et pondérés de manière à permettre aux soumissionnaires d'adapter leurs offres en conséquence. Outre les coûts, la vitesse du réseau, les délais dans lesquels le réseau peut être établi et le catalogue des services supportés par le réseau constituent des exemples types de critères pouvant figurer dans les appels d'offres.
- Point 19 : les réseaux déployés respecteront le principe de neutralité technologique. En particulier, le réseau de fibre optique déployé sera passif, neutre et ouvert.

- Point 20 : afin de limiter les investissements, les réseaux déployés utiliseront, autant que possible, les infrastructures existantes. En particulier, les offres régulées d'accès aux fourreaux de France Télécom seront mobilisées.
- Point 21 : conformément à l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, «L'intervention des collectivités territoriales et de leurs groupements se fait en cohérence avec les réseaux d'initiative publique, garantit l'utilisation partagée des infrastructures établies ou acquises en application du présent article et respecte le principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques».
- Point 22 : il n'est pas prévu que l'accès aux infrastructures subventionnées soit limité dans le temps. Une durée minimale d'accès de 7 ans sera assurée quoi qu'il arrive.
- Point 23 : une offre de gros est assurée pour l'accès aux infrastructures passives par les opérateurs de détail. Les dispositions relatives à cet accès prendront en compte la décision n°2010-1314 de l'ARCEP.
- Point 24 : les investissements actuellement programmés ne prennent pas en compte la mise en place d'une offre activée sur le réseau, mais n'excluent pas une activation dans l'éventualité où un acteur en exprimerait le besoin, dans des conditions raisonnables.<sup>8</sup>
- Point 25 : les prix pratiqués pour l'accès aux infrastructures sont établis de façon raisonnable et respectent les principes de non-discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité. Ils seront communiqués à l'ARCEP lors de la déclaration du projet à l'autorité.
- Point 26 : les comptes relatifs aux recettes générées par le projet seront gérés au sein du Département, et feront par conséquent l'objet d'une comptabilité séparée. Les informations concernant l'avancement du déploiement seront à disposition de l'Etat.
- Point 27 : des procédures de recette adéquates seront mises en œuvre pour contrôler le bon fonctionnement du réseau. Ces procédures conditionneront la rétribution du partenaire privé. Ce point sera plus particulièrement traité dans le cadre du contrat signé entre le Département/syndicat et le délégataire.
- Point 28 : les contrats établis entre l'Etat et les collectivités d'une part, et entre les collectivités / Département et le délégataire d'autre part, fixeront le calendrier de déploiement, les spécifications techniques, ainsi que les sanctions prévues pour les défauts d'exécution.
- Point 29 : le montage comportera un mécanisme de reversement selon lequel une partie des bénéfices est reversée par le délégataire dans le cas où ces derniers dépassent un seuil à définir.
- Point 30 : les investissements n'étant pas portés par le délégataire, les reversements du délégataire vers le délégant devraient d'ores et déjà être conséquents. Il est néanmoins envisageable d'intégrer une clause de retour à meilleure fortune dans le contrat de délégation de service public.

Enfin, les points 31 et 32 de la réponse de la Commission Européenne au sujet de la notification du régime cadre du PNTHD ne s'appliquent pas dans le cadre de ce projet : ils concernent les contrats de partenariat et les régions.

### **3.4.4 Conformité avec la réglementation des communications électroniques**

#### **3.4.4.1 Respect du cadre réglementaire encadrant les déploiements FTH**

Sur le département des Pyrénées-Atlantiques, aucune commune n'appartient aux zones très denses telles que définies par l'ARCEP.

<sup>8</sup> C'est en fait l'appétence des opérateurs nationaux vis-à-vis des offres prévues par les dispositions réglementaires qui influera sur la question d'une offre activée. La mise en œuvre de cette offre activée sera une composante essentielle de la couverture du risque commercial du fermier, qui devra être abordée lors des procédures d'attribution du contrat.

En dehors des Zones Très Denses, la décision n°2010-1312 publiée en décembre 2010 encourage une mutualisation d'une partie plus importante du réseau fibre qu'en zone très dense. Dans cette perspective, le point de mutualisation doit regrouper de l'ordre de 300 à 1 000 lignes et doit être positionné plus en amont dans le réseau.

Par ailleurs, cette décision prévoit des obligations de coordination entre les acteurs pour assurer une cohérence des déploiements, dans un environnement concurrentiel. Ainsi, l'ARCEP précise qu'une coordination des déploiements avec les collectivités locales est nécessaire, notamment dans le cadre de l'élaboration des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique. L'opérateur d'immeuble aura également l'obligation de proposer une offre de co-investissement *ab initio* et une offre d'accès garantissant un droit d'usage pérenne.

Sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques, le réseau de desserte sera ainsi constitué par des mono-fibres point à point en aval des points de mutualisation, afin de permettre l'utilisation de technologies point-à-point et point-à-multipoint. Le dimensionnement y sera effectué en fonction des sites à raccorder existants (logements, locaux professionnels, bâtiments publics, ...) ainsi que des prévisions contenues dans les Plans Locaux d'Urbanisme. Ceci implique de disposer d'une capacité supplémentaire suffisante pour absorber une éventuelle augmentation des demandes en raccordement à moyen terme.

Les zones arrières de points de mutualisation seront par ailleurs définies pour assurer un maillage complet et cohérent du territoire. Ces zones seront de plus déployées dans leur totalité afin d'éviter la création de zones blanches.






## 4 Annexes

### 4.1 Carte de l'AMII et de la CAPP

Zones d'intentions  
d'investissements privés

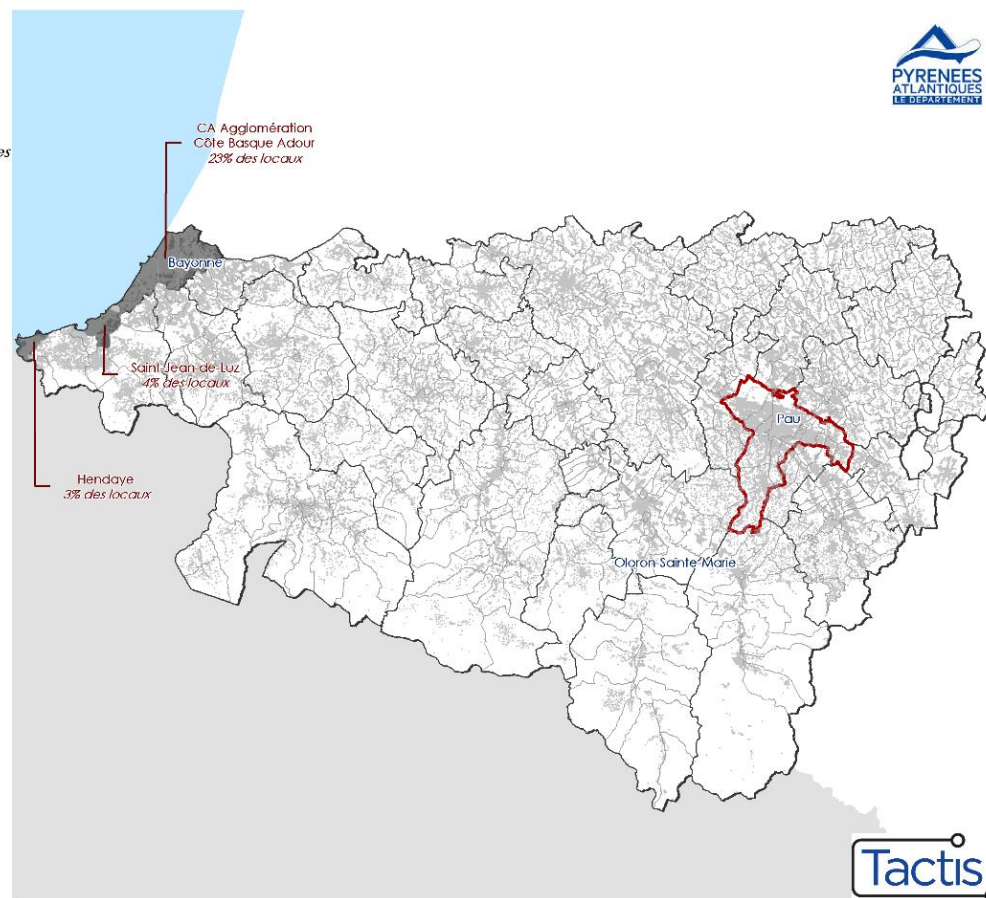
Département des Pyrénées-Atlantiques



-  Locaux
-  Zones d'investissements privés
-  Limites des communes
-  CA Pau-Pyrénées
-  Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datar, IGN, DGRF, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km



  
PYRÉNÉES  
ATLANTIQUES  
LE DÉPARTEMENT

  
Tactis

## 4.2 Carte de couverture FttO

### Offres FttO professionnelles d'Orange

Département des Pyrénées-Atlantiques



✖ Locaux

Réseaux d'initiative publique - Nom :

— Iris64

— Réseau communal de Biarritz

— Pau Broadband Country

Réseaux d'initiative publique - Support :

— Liaison optique

----- Liaison hertzienne ou LFO

Offres CE2O/CElan d'Orange :

//// CE2O

■ CELan Tarif O2

■ CELan Tarif O3

□ Sur devis

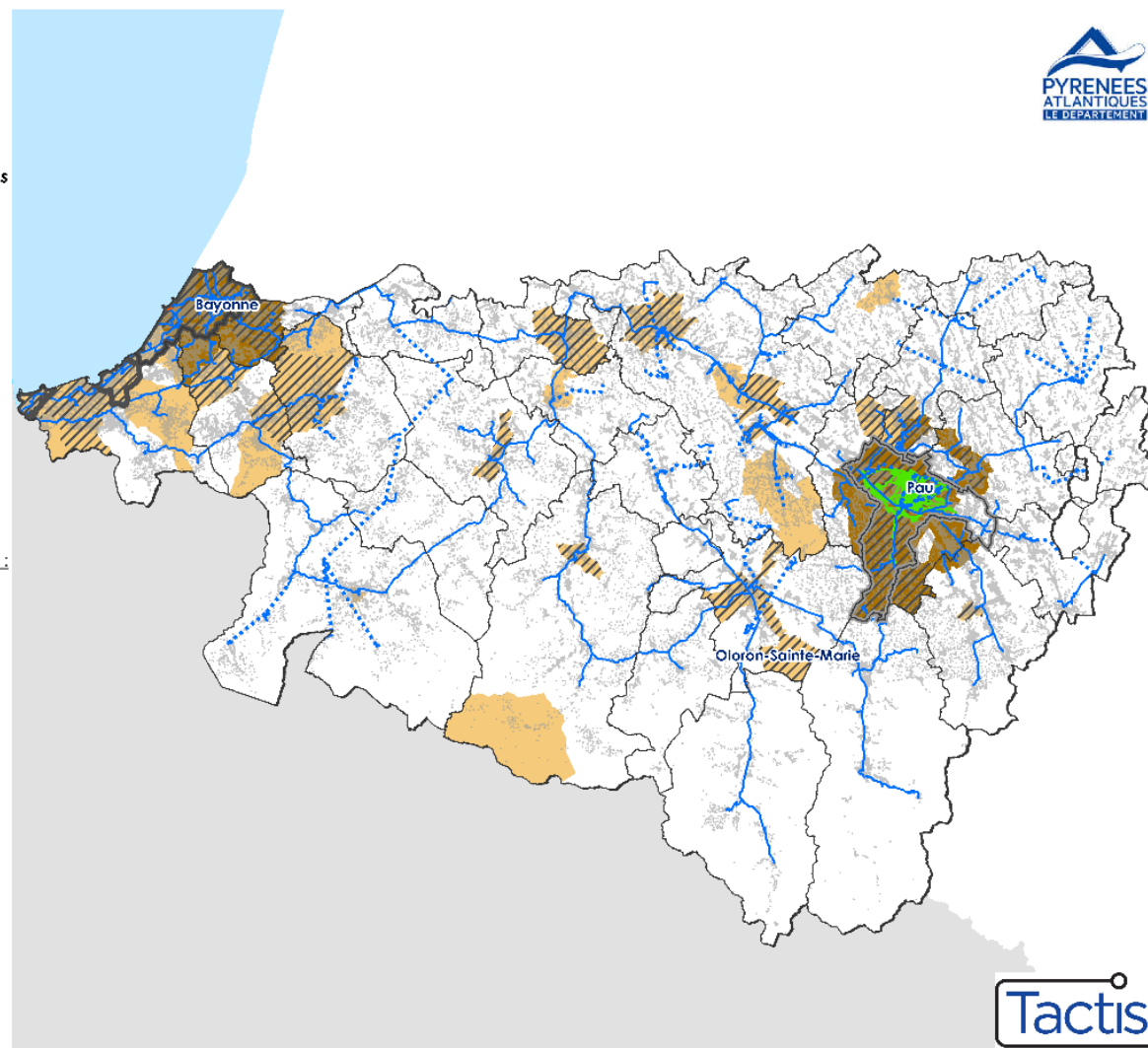
■ CA de Pau – Réseau FttH PBC

■ Zones d'investissements privés

□ Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Collectivités locales, Datar, IGM,  
DGHF, Orange, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright Tactis 2016  
© Copyright IGM Paris 2016

0 15 30  
km



## 4.3 Cartes des déploiements en phase 1 (2018-2022)

### Zone d'emprise des déploiements FttX

Département des Pyrénées-Atlantiques

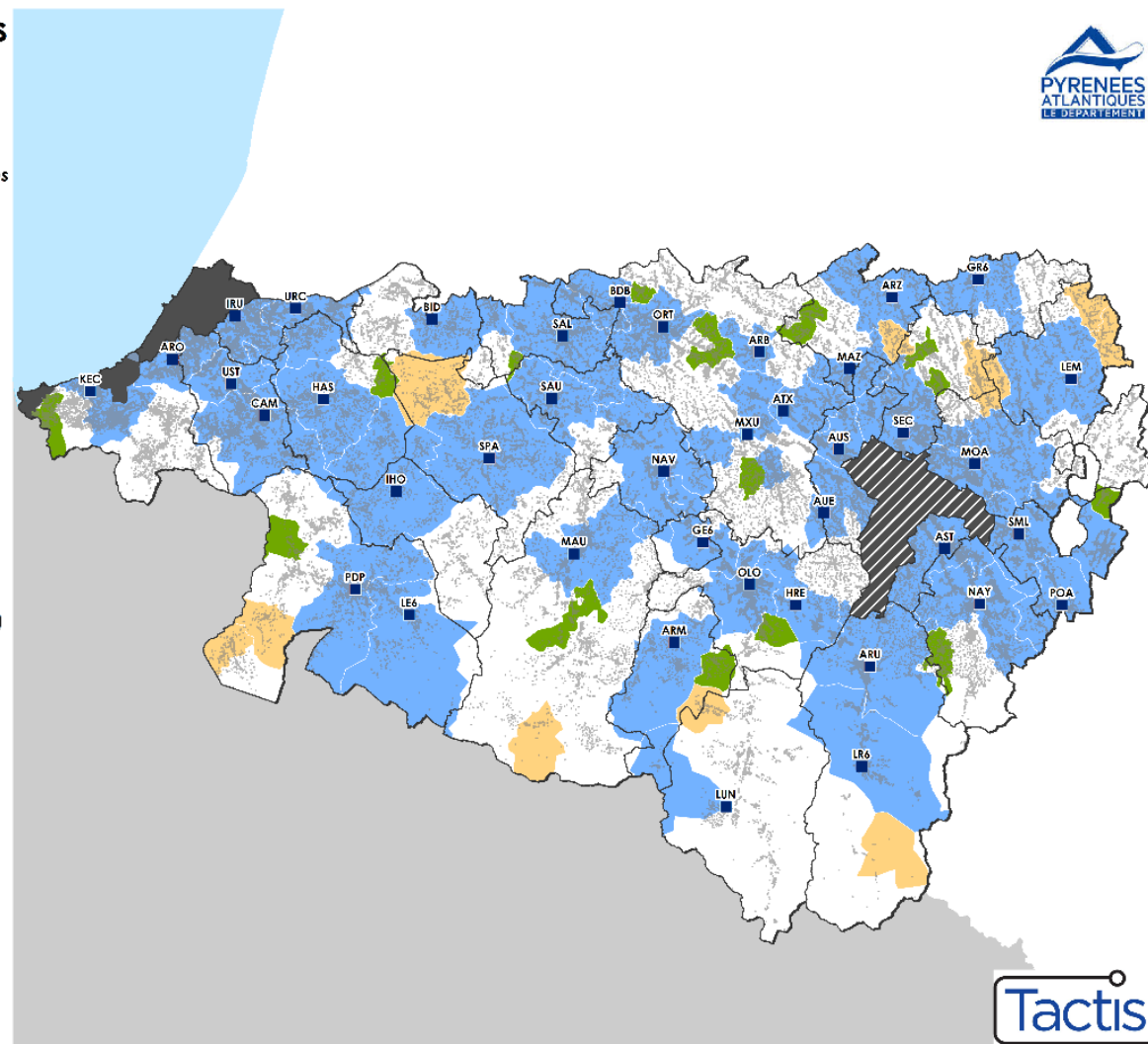


Scénario 3 - 90%

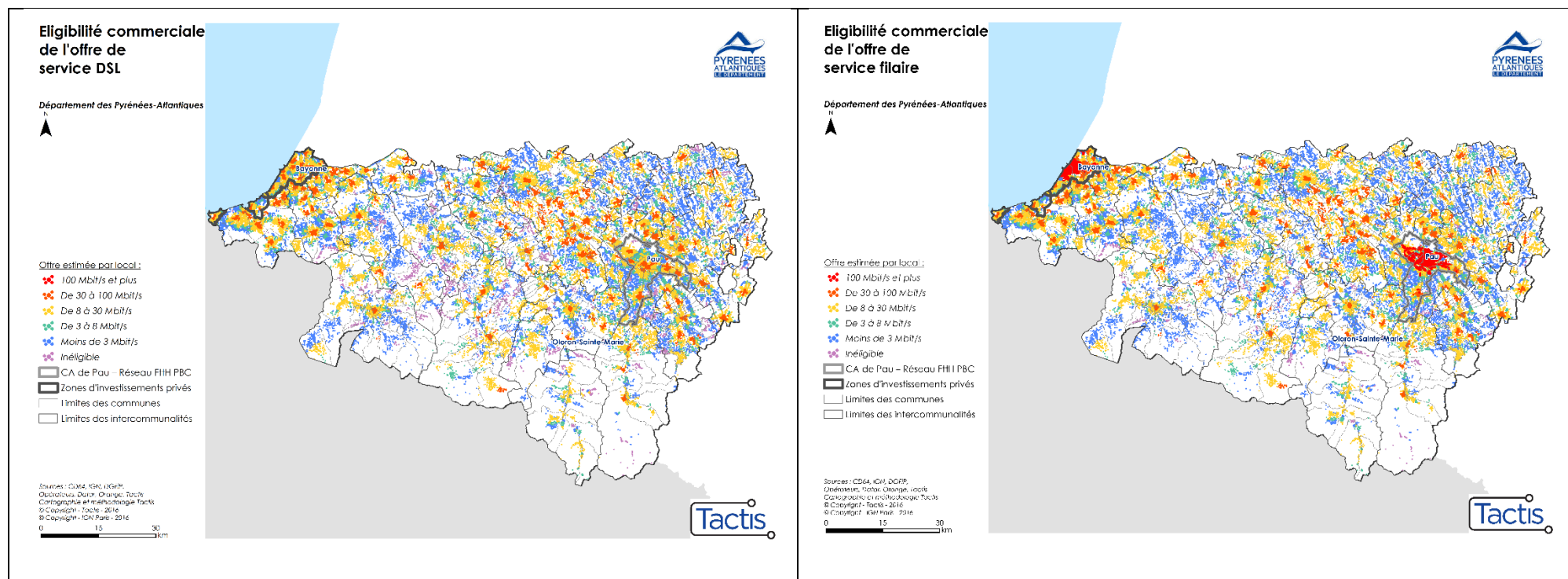
- NRO phase 1
- ✕ Locaux
- Zone de déploiement FttH (40 zones NRO)
- Zone de déploiement FttN (23 zones SR PRM de plus de 100 LP)
- Zone d'opticalisation des NRA (10 zones NRA)
- CA de Pau
- Zones d'investissements privés
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datar, IGN, DGFIP, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30 km



## 4.4 Niveaux de services des Boucles Locales à 2016 (à gauche = DSL seul ; à droite = toutes technologies filaires)





## 4.5 Cartographie des niveaux de services prévus à 2022

### Éligibilité commerciale de l'offre de service filaire à horizon 2022

Département des Pyrénées-Atlantiques



Offre estimée par local :

- 100 Mbit/s et plus
- De 30 à 100 Mbit/s
- De 8 à 30 Mbit/s
- De 3 à 8 Mbit/s
- Moins de 3 Mbit/s
- Inéligible
- Limites des communes
- Limites des intercommunalités

Sources : CD64, Datar, IGN, DGFIP, Tactis  
Cartographie Tactis  
© Copyright - Tactis - 2016  
© Copyright - IGN Paris - 2016

0 15 30  
km

